NUMERO 632 PRIX : 6 F MAI 1977

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

LE LOGEMENT OUVRIER

« J'ai étudié avec une religieuse sollicitude la vie privée de nos familles d'ouvriers et, j'ose l'affirmer, le problème du logement est à la base de toutes les misères et de tous les vices de leur état social. »

Auguste BLANQUI.

Sans mésestimer le problème de l'emploi et du chômage actuellement à l'ordre du jour, on peut avancer que, parmi les problèmes de la condition ouvrière, celui de l'habitat, son environnement, son confort, reste incontestablement primordial dans notre société inégalitaire, car il est le drame quotidien vécu par un grand nombre de travailleurs.

Socialement parlant, a-t-on pu écrire très justement, c'est un fléau qu'il faut connaître, mesurer, puis écarter et détruire, car il a envenimé de nombreux secteurs de la vie publique.

En effet, si l'homme et la femme qui travaillent souhaitent trouver en rentrant dans leur logement, après une journée de labeur parfois pénible ou rebutant et des conditions de transport inconfortables, une détente reposante

par Nicolas FAUCIER

et distractive nécessaire pour leur équilibre physique et mental, la mère de famille y passe, elle, dans la servitude des tâches ménagères et des besoins de sa progéniture la majeure partie de son temps.

Or, si la situation économique et sociale a évolué, si le niveau de vie ouvrière s'est amélioré, la crise du logement que nous subissons de nos jours existait déjà, et d'une façon permanente, au temps de ce qu'on a appelé faussement la « Belle Epoque », étant donné qu'une telle crise est inhérente au système d'oppression capitaliste.

Alors, existaient comme aujourd'hui les quartiers riches et les quartiers pauvres, ceux des faubourgs et de la périphérie où était reléguée la population ouvrière, dans des logements étroits et souvent sordides où l'air et la lumière étaient chichement mesurés.

Il faut dire que les salaires, parcimonieusement octroyés par un patronat de droit divin, ne permettaient guère de se loger d'une façon décente, et même parfois de faire face aux échéances d'un loyer si modique soit-il.

DANS CE NUMERO :

A ce sujet, il en est sans doute, parmi nos camarades parisiens les plus âgés, qui se souviendront du fameux « Raffuts de Saint-Polycarpe » qui défraya souvent la chronique avant la première guerre mondiale et rendit célèbre son créateur, le populaire Cochon, décédé il y a quelques années. A cette époque, il y avait de nombreuses saisies pour insolvabilité, et cet ami des locataires en détresse se portait à leur secours accompagné d'une troupe de joyeux drilles qui les déménageait opportunément « à la cloche de bois », en voitures à bras et en fanfare, pour les recaser en force dans un nouveau logis, vide, préalablement repéré pour les accueillir. Ce qui était facilité par la fréquence des écriteaux : « Appartement à louer ».

Certes, les temps ont changé ; et si l'on assiste encore à des expulsions de locataires et à des « vidages » scandaleux pour satisfaire la voracité des promoteurs immobiliers, le nombre des logements vétustes et insalubres a diminué faisant place, dans une proportion grandissante à des constructions modernes plus confortables. S'ensuit-il que l'on doive pour autant considérer les nouvelles conditions locatives comme un progrès substantiel ?

Quand on parle de relèvement du niveau de vie et de progression du pouvoir d'achat, on pense à l'amélioration du genre de vie, donc à l'utilisation rationnelle de ces disponibilités. Ce qui, hélas ! ne répond pas toujours aux espérances et il arrive que, dans la recherche du mieux-être, on rencontre de graves déceptions.

Ainsi, à propos de l'habitat, si l'on prend pour exemple les HLM, et même la plupart des grands ensembles en copropriété, ceux du centre ou ceux que la ségrégation sociale a refoulé à l'extérieur des villes, on constate qu'ils sont autant de caisses de résonance compartimentées où la vie concentrationnaire est souvent difficilement supportable.

On a beau chercher à atténuer la grisaille de cette architecture, qui massacre le paysage avec ses « barres » et ses « tours » posées sur gazon plus ou moins pelé, en peignant leurs façades de couleurs modernistes, bientot délavées, baptiser les avenues rectilignes, encaissées dans les blocs de béton, de noms ronflants et d'hommes célèbres ou de fleurs agréablement évocatrices de suaves parfums, tenter d'en atténuer la monotonie en les agrémentant de centres commerciaux ou d'équipements culturels et récréatifs, il n'en reste pas moins qu'en maints endroits s'élèvent les plaintes, les récriminations des usagers exprimant leur mécontentement contre les dégradations d'immeubles dont il apparait qu'ils n'ont pas été conçus pour durer. Nombreux sont ceux, construits à une époque récente, qui montrent des façades lézardées, notamment les constructions « bon marché » des « logements sociaux » Chalandon, dont les murs font eau de toutes parts. S'y ajoutent — comme la télé nous l'a montré dans l'une des émissions « La France défigurée » — le délabrement des logements : papier peint cloqué, murs fissurés, taches d'humidité, moisissures au plafond, carrelage descellé, etc. Certains de ces logements sont par ailleurs spacieux et bien conditionnés, aussi n'est-ce pas toujours la malfaçon qui est en cause, mais la mauvaise qualité de la construction (1).

(1) Le 20 avril dernier, la presse nous apprenait que depuis la livraison de leurs appartements en 1971-72, les deux cents copropriétaires de la résidence Albert-1er, à Chaville, avaient constaté dans leur logement un certain nombre de malfaçons : moquettes qui se décollaient, infiltrations d'eau, etc. Puis, en décembre 1976, les radiateurs se mirent à exploser, en raison de la forte pression qui leur était imposée de 7 à 8 kilogrammes, alors qu'ils étaient construits pour en supporter 4. Depuis, le chauffage a été coupé et n'a pas encore été rétabli.

Les flibustiers de la bâtisse

Et pour cause : pour enlever un marché, une adjudication, on triche sur la hauteur des pièces, sur l'épaisseur des murs utilisant moins de matériaux. On arrive ainsi à fabriquer des constructions légères, laissant passer le bruit, ce qui s'additionne encore aux inconvénients cités plus haut. Il a pourtant été démontré — sans qu'on puisse ici entrer dans le détail — qu'il existe depuis longtemps sur le marché des matériaux qui, alliés à une technique moderne, peuvent réaliser, à peu de frais, une excellente isolation thermique et phonique rendant à peu près insonores les murs, les cloisons, les plafonds et les planchers. De même, que des murs et des vitres plus épais économiseraient jusqu'à 50 % du chauffage et réaliseraient une insonorisation acoustique avec un coût supplémentaire de 3 à 5 % seulement. Il faudrait pour cela que les prescriptions soient observées. Ce qui est loin d'être le cas puisqu'il est reconnu que déjà actuellement les modestes normes prescrites à cet égard ne sont pas respectées par les deux tiers des constructeurs.

Ainsi la gabegie continue, comme les vices de fabrication.

Conséquence : les bruits font du voisin l'ennemi, développent l'intolérance, l'agressivité, les tensions sociales qui tournent parfois au drame. Cela s'est vu en maintes occasions.

Sans compter les désordres physiologiques qu'ils entraînent. Qu'on se représente le sommeil du travailleur de nuit, du travailleur posté ayant besoin de réparer ses forces dans la journée. Comment trouver le repos indispensable quand, à tout instant, les portes claquent, quand les jeux bruyants des enfants, nombreux dans ces grandes bâtisses, martellent le plafond ou les font se pourchasser dans les escaliers, quand les radios voisines et leurs accents tonitruants, les chasses d'eau des w.-c., etc., retentissent à qui mieux mieux ? Tous ces bruits qui font sursauter le dormeur sont éprouvants pour les nerfs et ne peuvent que contrarier l'indispensable récupération qui convient pour une reprise du travail dans de bonnes conditions (2).

Encore faudrait-il ajouter les bruits extérieurs, les lancinantes pétarades des jeunes motards qui, aux heures et jours de congé, ne se privent pas — et on peut les comprendre — de faire du slalom autour des blocs.

Peut-être s'en trouvera-t-il parmi nos lecteurs qui jugeront ce tableau de la vie concentrationnaire dans les grands ensembles volontairement noirci et que ce n'est pas là le cas général. C'est en tout cas celui que j'ai personnellement vécu et sans doute ne suis-je pas le seul. On peut penser aussi que l'accoutumance rend les gens moins sensibles, mais que les effets n'en sont pas moins pernicieux.

Et, au risque d'aggraver mon cas, je noterai encore le triste sort du banlieusard qui, levé tôt, couché tard, parce que pénalisé en outre par la distance souvent grande de son lieu d'habitation à son lieu de travail, impliquant un transit quotidien durant deux ou trois heures supplémentaires, donc un surcroît de dépenses et de fatigue.

Il faudrait aussi parler du prix des loyers et des divers facteurs qui contribuent à leur enchérissement. Parler des charges qui le majorent abusivement et parfois doublent. En premier lieu la spéculation foncière et immobilière mériterait une étude particulière, bien

(2) Michel Ragon a écrit quelque part : « On se sert souvent pour désigner les grands ensembles du terme péjoratif « cages à lapin ». Mais au lapinisme répond fatalement la cage à lapins. Les grands ensembles répondent d'une manière simpliste et quelque peu apeurée à l'explosion démographique. Sans explosion démographique y aurait-il eu de grands ensembles ? Non, sans doute. »

que beaucoup de choses aient déjà été dites concernant cette variété d'affairisme. Ce qui est remarquablement choquant, c'est la faible résistance à l'argent manifestée par les pouvoirs publics devant l'intégration politico-financière dans la spéculation, les profits sauvages, les financements douteux.

La spéculation foncière est un des maux principaux dont souffre la construction. Cependant, tout en multipliant les avis, la réglementation est restée à peu près muette sur les plus-values fantastiques, nées des terrains à bâtir qui font plusieurs fois la culbute sous l'impulsion d'une maffia de trafiquants. Parmi les nombreux tripotages clandestins de cet ordre, le scandale de la « Garantie Foncière » est venu révéler au grand public ce genre d'escroqueries couvertes par des politiciens en renom et qui consistent à tourner la légalité en achetant des terrains revendus successivement à des filiales-bidon pour en multiplier le montant et réaliser ainsi de fructueux profits. Dans ces sortes d'opérations, les banques d'affaires, qui sont aussi parties prenantes, jouent, elles, sur les deux tableaux et réalisent des fortunes insolentes en prélevant des intérêts substantiels, d'abord sur les prêts aux constructeurs, puis aux acquéreurs de logements à des taux véritablement excessifs.

Le résultat est, ainsi que l'ont établi de récentes statistiques, que la France détient toujours le record du monde de la cherté du prix de vente des logements neufs et que nombre de logements construits, dépassant les ressources des acheteurs éventuels, beaucoup ne parviennent à toucher ni acheteurs ni locataires. D'autant que d'autres trafics se produisent dans la vente et la revente des matériaux de construction dont les fournisseurs du bâtiment arrivent à les vendre cinq ou six fois plus cher que leur prix de revient (3).

On pourrait citer bien d'autres filouteries du même ordre. Contentons-nous, pour en terminer sur ce point, de mentionner les tractations qui s'instaurent lors de la passation des marchés, soit par les collectivités publiques, locales ou régionales, soit par l'administration, et qui consistent en appels d'offres aux entrepreneurs pour ces sortes de travaux. C'est alors qu'interviennent entre eux les ententes illicites se substituant à la concurrence normale pour majorer artificiellement les prix et désigner à tour de rôle l'heureux bénéficiaire de l'adjudication.

Bref, il ressort de ces constatations que, comme toujours en pareil cas, c'est le consommateur qui trinque. En l'occurrence, c'est le locataire dont le montant du loyer supporte les effets de ces pratiques frauduleuses. Si bien que les logements des HLM, primitivement réservés en priorité aux plus humbles, aux mal-logés qui rêvaient d'un toit décent leur sont refusés. Car pour être admis à cette promotion il faut offrir des garanties de solvabilité qui leur sont interdites.

C'est, d'ailleurs, à la suite d'une certaine proportion de quittances de loyer restées en souffrance que les grands commis qui veillent aux destinées des organismes d'HLM — et qui gèrent quelque deux millions de logements — veulent maintenant du sérieux et du rentable.

Et le rentable, ce sont encore les charges, souvent très lourdes, qui viennent s'ajouter au loyer, notamment dans les immeubles élevés, dans les tours où, en plus des frais de chauffage, de gardiennage et d'entretien (ménage des couloirs, des escaliers, etc.), ceux des ascenseurs, des dispositifs de sécurité vont jusqu'à doubler le loyer proprement dit et deviennent insupportables pour les ménages modestes. C'est au point que certains, qui avaient eu la chance d'accéder à un de ces logements, aidés en cela par l'allocation-logement, ont dû bientôt l'abandonner, écrasés sous les charges.

(3) Voir à ce sujet la brochure de Pierre Dichamps : « Est-ce que le bâtiment va ? » aux Editions Syndicalistes.

Les solutions

Face à cette situation lamentable pour les victimes de ces agissements, comme à ce débordement de médiocrité qui a enlaidi tout le pays, une première mesure serait de faire cesser ces erreurs et ces abus. Et surtout d'en rechercher les causes et les responsabilités.

Il se peut que, dès la libération, l'urgence de reloger les sans-abri et sortir les réfugiés confinés dans les baraquements, du fait des destructions, de même que l'ampleur de la vague démographique, aient dominé toute autre préoccupation, y compris la qualité, dans la rénovation de l'habitat.

Pourtant, cette période passée, et jusqu'à nos jours, on se doit de constater que la leçon des excès du gigantisme et de ses malfaçons n'a pas encore été comprise. L'incendie de la tour d'Argenteuil, actuellement livrée aux démolisseurs et qui fit 18 morts et 106 blessés et brûlés en est un triste exemple. Comme l'est cette toute récente information relative à la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines où deux cent vingt-huit logements présentent de tels vices de construction qu'il est envisagé de les raser.

Quant au nombre de logements construits, il est loin de satisfaire aux besoins si l'on considère qu'il y a encore 10 à 15 millions de mal-logés. L'exemple de l'Allemagne aurait pu nous inspirer alors qu'ayant la plupart de ses villes détruites à 80 %, elle a su se relever beaucoup plus vite en reconstruisant à un rythme tel que le problème du logement y est pratiquement réglé et dans des conditions locatives autrement meilleures.

Bien sûr, tout considéré, on s'aperçoit que là non plus, il n'y a pas de solution-miracle. Il est toutefois des urbanistes et des architectes conséquents qui réagissent et accusent nombre de leurs collègues de s'être déshonorés en construisant ces affreux cubes géométriques inesthétiques et inhumains accolés les uns au autres à la manière des corons du Nord.

Pour y remédier certains préconisent la formule pavillonnaire, la maison individuelle entourée d'un jardin, ce qui impose une étendue et un éloignement nécessitant des transports en commun appropriés, des commerces proches pour le ravitaillement, etc., en somme, comme on dit, que l'intendance suive. D'autres penchent pour une solution intermédiaire, soit revenir à la construction d'immeubles de petite dimension, de trois ou quatre étages et d'une architecture diversifiée. Suffisamment séparés et dispersés, ils permettraient l'implantation d'espaces verts, d'arbres, de plantes, de fleurs et non seulement de parkings. A noter que ces bâtiments, sans ascenseurs ni dispositifs spéciaux grevant les immeubles élevés, seraient plus économiques et la diminution des loyers et des charges qui en résulterait les rendrait plus accessibles aux moins fortunés.

Entre parenthèses, concernant cette possibilité d'accession, on pourrait rappeler et prendre en considération la suggestion que faisait, il y a quelques années, notre ami Pierre Rimbert, tendant à fixer le loyer en fonction du revenu des intéressés de telle sorte que le salarié payé au SMIG ou au-dessous bénéficierait de la gratuité du logement, ne payant que les charges, tandis que ceux qui gagnent davantage paieraient un loyer proportionnel à leurs revenus.

Quoi qu'il en soit, on peut dire, dans cet ordre d'idées, qu'une civilisation se mesure aussi aux conditions d'habitation et au cadre de vie qu'elle réserve à l'homme. Et que, dans cette optique, il conviendrait de faire en sorte que les cités neuves construites aux environs des grandes villes soient de moins en moins des villes-dortoirs, mais un tissu urbain (comme disent nos économistes distingués) qui soit vivable pour ceux qui y habitent, tant par les équipements socio-culturels que par l'environnement distractif permettant d'échapper au malaise psychologique engendré par un milieu où l'on trouve plus de rancœur que de joie de vivre.

Par exemple, on se plaint du développement de la

délinquance chez les jeunes, que les caves se transforment en lieux de saturnales. Mieux serait de leur éviter un mauvais départ par une meilleure orientation professionnelle, des collèges d'enseignement technique en suffisance pour leur apprendre un métier digne de ce nom au lieu de les faire débuter par le chômage. Sous ce rapport, il ne semble pas qu'on se soucie outre mesure, en haut-lieu, de cet aspect qui serait, lui aussi, le plus urgent et le plus rentable.

Dans ces conditions, il reste aux intéressés de chasser leurs illusions et se convaincre que, là comme ailleurs, le salut ne viendra que d'eux-mêmes. Au surplus, il est trop facile de se décharger de ses propres responsabilités sur les pouvoirs publics, de tout attendre de l'Etat sans rien faire d'autre que d'espérer des solutions qui ne viendront pas.

Or, s'il est vain de compter sur des transformations radicales en ce domaine, il ne manque pas de possibilités d'amélioration valables. Cependant il n'apparaît guère que, sur le plan syndical, les fédérations du Bâtiment et les confédérations — dont le rôle ne s'arrête pas au sort de l'ouvrier dans l'entreprise — s'en soient suffisamment préoccupées. Pourtant, si, contre la spéculation foncière, la revendication de la municipalisation des sols à bâtir pour les soustraire à la loi du profit — ce qui n'est pas de leur ressort — et toujours en souffrance, en revanche, contre le brigandage de la spéculation immobilière et les vices de construction, les moyens ne leur manquent pas, car là, elles peuvent agir plus directement, et le contrôle ouvrier sur la construction et les marchés doit pouvoir s'exercer efficacement par le truchement des comités d'entreprise et les délégués de chantier. C'est à elles de les « responsabiliser » de les culpabiliser, car c'est tout de même les ouvriers qui participent aux malfaçons et qui sont à pied-d'œuvre pour constater et informer de la mauvaise qualité de la production pour peu qu'on veuille les y intéresser.

Ils sont, d'ailleurs, eux aussi, les premiers intéressés, puisqu'ils habitent eux-mêmes dans ces taudis modernes, et ils ne peuvent pas ne pas penser que, s'il y a des enquêtes et des campagnes de salubrité à mener, ce sont bien celles-là.

Manque de crédits pour satisfaire à ces réformes, répondra-t-on dans les sphères gouvernementales, l'Etat ne peut suffire à tout. Que l'on cesse de les détourner pour les œuvres de mort, devrait être la riposte d'un syndicalisme répondant à sa mission pacifiste.

Qu'on en finisse dans nos milieux ouvriers avec ce complexe d'infériorité qui nous fait accepter des conditions de vie dégradantes. Le droit à un logement convenable et reposant est un droit de l'homme encore à conquérir et l'on ne saurait négliger plus longtemps, sans peine de manquer aux exigences les plus élémentaires, d'en différer la priorité.

Pour cela, il faudrait l'aider à plus de dignité et de respect de soi-même, à condition, certes, de partager ce sentiment. Et l'on ne se respecte pas en acceptant de vivre, et de laisser vivre ses ressortissants dans la médiocrité et la promiscuité. Ne se respectant pas, on ne peut que se déconsidérer aux yeux des interlocuteurs patronaux et gouvernementaux.

Au moment où les écologistes s'emparent eux aussi de ces problèmes, avec l'audience que l'on sait, et se battent pour une meilleure hygiène sociale et la sauvegarde des sites, c'est aux syndicats, groupes de pression éprouvés, de prendre l'offensive en se les adjoignant, ainsi que les associations de locataires résidants et de consommateurs également concernés par ces problèmes. Unis dans la revendication, ils doivent exiger d'être partie prenante dans les décisions qui se prennent au stade des offices régionaux et nationaux d'HLM.

On a le logement et le cadre de vie qu'on mérite.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

HA . CUI . TEX
(Habillement - Cuir - Textile)

Une industrie nationale en décadence

Depuis un mois, après les journées « nationales » des 22 et 28 avril, dont l'importance et les effets se discutent, après un Premier Mai quelque peu folklorique, nous nous retrouvons devant la même situation : un pouvoir en débandade qui maintient un plan de déflation générateur de chômage tandis que le prix payé pour « le panier de la ménagère » croît d'une façon très sensible ; en face, l'espoir et l'attente de la victoire du « programme commun » qui était le slogan officiel recommandé au défilé parisien du Premier Mai. Rien ne serait donc possible sans lui, tout le devient si « l'union de la gauche » l'emporte au printemps électoral prochain.

Mais en attendant cette « victoire » encore problématique, non seulement pour ce soir de scrutin où les chefs syndicaux polarisent les espérances du peuple, mais plus encore dans ses effets sur la condition ouvrière et pour ce qu'en attend le prolétariat, en attendant donc cette échéance, qui affole déjà la Bourse, les batailles défensives des travailleurs continuent et se développent dans tout le pays tandis que se multiplient les faillites, les fermetures de boîtes, les « restructurations » qui veulent dire chômage, restriction de la consommation populaire et, en conséquence, aggravation de la crise économique. Beaucoup de ces batailles partielles sont longues et dures, et elles ne payent pas toujours. Nous en sommes maintenant, en cette fin de mois, à la préparation d'une « grève nationale » d'une journée qui devrait être générale et démonstratrice, révélant l'impatience des travailleurs et leur confiance primordiale en leurs propres moyens de lutte. Vous remarquerez déjà qu'on ne dit presque plus : grève générale. Cette expression, si pleine de résonance historique, est proscrite par les leaders syndicaux « révolutionnaires » ; ils disent : grève « nationale ». Il a fallu attendre le congrès de la centrale réformiste Force Ouvrière pour que la grève générale retrouve au moins son nom.

Pour donner un contenu concret à ces considérations qui, elles, sont générales, nous examinerons la situation dans une industrie particulière, celle de l'habillement, cuir, textile qui occupait hier en France 850.000 travailleurs ; qui, depuis trois ans, en a laissé 150.000 sur le sable (et ça continue !). L'occasion nous en est donnée par une conférence de presse qu'a tenue le 2 mai la Fédération HA. CUI. TEX. de la CFDT et par le congrès de cette organisation qui a lieu à Roubaix du 18 au 21 de ce mois.

*

La conférence de presse du 2 mai nous a permis de faire connaissance avec les camarades dirigeants de la Fédération HA. CUI. TEX. Ce sont des gens compétents, cordiaux et sympathiques.

Ils ont tracé le tableau de la « restructuration » de cette industrie en France et de ses conséquences pour les travailleurs : concentration, liquidation de boîtes moyennes et de filiales françaises tandis que s'implantent en grand nombre des filiales dans les pays en voie de développement où les salaires sont bas ; licenciements qui s'ensuivent.

C'est la politique d'importation que les militants d'HA. CUI. TEX. dénoncent comme cause principale de la crise de cette industrie en France. Le consommateur trouve de plus en plus souvent sur les chaussettes ou les chemises qu'il achète, l'étiquette « Made in Corée » ou « Made in Hong Kong », encore qu'il soit notoire qu'un industriel du Nord emploie une ouvrière à coudre l'étiquette « Made in France » sur des vêtements qu'il vient d'importer !

Ces importations sont souvent qualifiées de « sauvages » ; les dirigeants d'HA. CUI. TEX. pensent au contraire qu'il s'agit d'une politique organisée par le patronat de ces trois branches et servie par les ministres « commis-voyageurs », exportateurs d'armements et, en conséquence, importateurs non seulement de matières premières comme on pourrait le croire, mais aussi de produits finis et semi-finis. Ceux-ci sont obtenus à bas pris, compte tenu des salaires et des conditions de travail dans les pays pauvres ; ils entrent en France en bénéficiant de diverses détaxations et ils sont vendus au prix du marché européen. On voit le profit ! C'est le mécanisme du néo-colonialisme.

On nous a dit par exemple que la marque Phildar ne fabriquait rien, que toutes ses chaussettes venaient de l'extérieur ; que le groupe des chaussures André a importé 25 % des chaussures vendues dans ses magasins en 1976.

Mais si ces importations sont la cause de la crise et du chômage dans le textile et le cuir, faut-il donc défendre un retour au protectionnisme, au nationalisme économique préconisé, par exemple, par M. Michel Debré ? La question n'a pas été suffisamment éclairée par les orateurs syndicaux de la conférence de presse. Elle l'a été davantage au cours d'une conversation que j'ai pu avoir, après la conférence, avec deux des militants HA. CUI. TEX. Ils ont reconnu que la question était difficile, qu'elle serait discutée au congrès de Roubaix de l'organisation. Pour justifier le repliement syndical sur l'Hexagone et la protection aux frontières, l'un de mes interlocuteurs n'a pas manqué d'invoquer « l'Europe des capitalistes » ; l'autre a parlé, plus justement à mon avis, de la faiblesse de l'Europe syndicale, des contradictions inévitables que rencontre l'action syndicale pour la défense immédiate de l'emploi des travailleurs, de la nécessité de limiter au moins provisoirement les importations.

Cette revendication pour le court terme, HA. CUI. TEX. la déposera aussi demain devant le gouvernement de la gauche, car pour les militants qui nous ont parlé ce jour-là, l'accession au pouvoir de l'Union de la Gauche ne paraît plus faire de doute. Ils ne disent pas : « Si la gauche arrive au pouvoir... », mais ils disent : « Quand la gauche sera au pouvoir... ». Eh bien ! sa tâche ne sera pas commode. Il est vrai que HA. CUI. TEX., comme les autres syndicats ouvriers, préconise une autre politique industrielle.

*

Reconnaissons que, tout en reportant le principal de leurs espoirs sur l'échéance électorale, ils ne l'attendent pas. Les nombreuses luttes ouvrières dans cette industrie, grèves et occupations d'usines, attendent pourtant des mois pour trouver une issue, quand elles en trouvent une. Le secrétaire général de la Fédération nous en a donné une longue liste, dans laquelle je citerai seulement : Rhône-Poulenc-Textile à Péage-de-Roussillon, Réo à Fougères, Schlumpf en Alsace et dans le Nord, les Tanneries françaises réunies au Puy. On nous a cité l'exemple de l'usine Desombre à Fives-Lille où les ouvriers et ouvrières ont gagné après dix-sept mois de lutte pour l'emploi sur place. A vrai dire, après dix-sept mois, ils ont retrouvé un nouveau patron, la société Godde Bedin.

Les revendications immédiates que HA. CUI. TEX. défend contre le patronat de cette industrie et contre le plan d'austérité du gouvernement, comprennent en priorité : l'emploi sur place avec garantie des ressources ; un salaire minimum de 2.300 F par mois ; la réduction du temps de travail, d'abord par le retour aux quarante heures, mais dans la perspective rapide de la semaine de trente-cinq heures.

C'est avec une grande satisfaction que nous retrouvons ici cette revendication dont l'écho se répercute.

L'examen de la situation de crise dans une industrie particulière qui fabrique des produits de première utilité, ne nous a pas caché la situation ouvrière générale. Au contraire, il nous a permis de l'aborder concrètement et de nous retrouver devant les vrais problèmes ouvriers d'aujourd'hui.

SEGUY SAISI PAR LA SAGESSE (suite)

Nous n'écrivons pas : suite et fin. Séguy n'a pas fini une évolution qui le mène des positions qu'il occupait encore hier à des positions diamétralement opposées. Nous l'avions déjà surpris dans un premier accès de sagesse quand, après avoir défendu, avec ses amis Krasucki et Le Guen, la sainte hiérarchie des salaires (vous n'avez pas oublié ?), il admettait qu'au-delà d'un certain seuil — 12.000 F par mois, croyons-nous — il ne s'agissait plus de salaires, que l'augmentation du pouvoir d'achat s'arrêtait là.

La direction de la CGT va plus loin aujourd'hui : le resserrement de la hiérarchie des salaires est inscrite dans son programme ; elle abandonne sur le bas-côté de la route les mauvais arguments avec lesquels elle défendait hier le maintien de cette hiérarchie. Elle revendique un salaire minimum de 2.200 F ; nous l'approuvons. Pour le maximum, jusqu'où doit s'appliquer la croissance du pouvoir d'achat qu'elle admet maintenant « dégressive »,

elle propose le coefficient 4, c'est-à-dire 8.800 F par mois. Au-delà — car il y a quand même un au-delà — elle se contenterait du maintien du pouvoir d'achat. Critiquez cette position si vous voulez, mais reconnaissez qu'il y a du progrès par rapport à ce que nous avons entendu pendant des années. Avec Séguy, et avec la direction unique CGT-PCF, il ne faut jamais désespérer. Il suffit de vivre assez longtemps...

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas que Séguy paraisse nous donner raison bien tardivement, c'est de voir le mouvement syndical « officiel » prendre une meilleure orientation. Et si c'était « sous la pression des masses » ?

D'ailleurs Séguy va encore beaucoup plus loin. Interrogé au cours d'un récent colloque sur le point de l'indépendance du syndicalisme, il déclare tout de go : c'est pour nous une question de principe qui restera vrai sous un autre gouvernement et même sous un pouvoir socialiste. Bravo ! Il ira confier cela au Bureau Politique du parti communiste dont il est membre et il le redira quand celui-ci dirigera au moins une partie du gouvernement ! Le verrons-nous tomber dans l'anarcho-syndicalisme, au moment même où le gouvernement de l'URSS vient de le décorer ?

Comment l'arrêter sur la pente où le voici engagé ? Vous vous souvenez de ce qu'il disait hier de l'autogestion, de ces ouvriers qui voulaient élire leurs contremaîtres, de ces soldats qui voulaient élire leurs officiers : utopie, billevesée ! eh bien ! dans ce colloque où il était question de la démocratie dans l'entreprise, si le mot « autogestion » n'était pas prononcé, nous n'étions pas tellement loin de la chose.

En toute indépendance, Séguy emboîte le pas à son collègue du Bureau Politique, Georges Marchais. Celui-ci a parlé l'autre jour devant les patrons, plus exactement devant des patrons. Il l'a fait avec cette assurance que nous lui connaissons. Un patron l'ayant soupçonné de vouloir faire élire le patron par les ouvriers, Georges Marchais s'est récrié : Citez-moi une ligne du programme commun où il est question de cela ! Mais il a ajouté à peu près ceci : C'est seulement dans les entreprises nationalisées que l'élection des chefs peut se poser. C'est déjà beau !

Sur l'Europe aussi, « l'Europe des capitalistes », Georges Marchais infléchit l'opposition où il se trouvait en compagnie de Jean-Paul Sartre, et aussi de M. Michel Debré. Il y met encore des formes, mais, lui non plus, n'a pas terminé son évolution. Séguy l'accompagnera certainement dans le « révisionnisme » où il est engagé. A moins que, pour ne pas le suivre, Séguy invoque l'indépendance du syndicalisme !

Ne cherchez plus le moindre sectarisme chez Georges Séguy, il tend maintenant la main à Force Ouvrière. A des journalistes qui l'interrogent sur cette journée « nationale » en préparation avec la CFDT et la FEN, il objecte : pourquoi ne pas associer Force Ouvrière ? Cette centrale s'oppose, elle aussi, au plan Barre. Alors, oublions « un passé révolu » !

Restent encore les écologistes qui attendront leur tour pour être admis dans le giron du socialisme « scientifique ». Le 29 avril, au cours d'une visite au chantier de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret), Séguy a dénoncé « les campagnes utopistes des écologistes » qui ne sont pas « scientifiquement » étayées. S'il le faut demain, Séguy se chargera de les étayer, et il intégrera les écologistes.

Des camarades me diront : puisque les dirigeants de la CGT s'en viennent maintenant sur les positions que vous défendez depuis longtemps, réjouissez-vous et saluez leurs conversion toute fraîche. Oui ! on admettra bien que nous y regardions à deux fois et que nous attendions un peu, pour voir.

UNE BOMBE !

Cette bombe, c'est un livre : celui dont Walusinski nous a parlé dans le dernier numéro et qui s'intitule *« Les syndicats américains »*. Ce n'est pas tellement une bombe pour nous qui savions déjà à quoi nous en tenir sur les organisations syndicales ouvrières aux USA. Ce devrait être une bombe dans le parterre des idées reçues, bien reçues surtout et plus têtues que les faits chez nos intellectuels de gauche. Elles le sont tellement que la bombe n'éclatera peut-être pas, ne troublera pas leur confort intellectuel.

Pourtant, les auteurs du livre devraient faire autorité dans ce milieu. Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier sont deux universitaires socialistes ; le premier nommé est même député socialiste de la Savoie (non pas du Doubs comme l'a écrit Walu qui s'est gouré un peu dans la topographie politique). Ils ont tout ce qu'il faut, en plus de leur scrupuleuse méthode d'investigation, pour être écoutés et entendus. Le seront-ils ?

Les idées reçues sur les syndicats américains, on les connaît : organismes de collaboration de classe, corrompus et intégrés dans la société capitaliste américaine. J.-P. Cot et J.-P. Mounier sont partis de là. Ils ne s'y sentaient quand même pas à l'aise puisque, avant d'aller voir sur place ce qu'il en était, ils se posaient déjà ces questions : *« Et s'il y avait une classe ouvrière aux Etats-Unis ? Une véritable classe ouvrière, organisée, avec une conscience de classe ? Et s'il y avait une lutte de classes, opposant tout simplement le capitalisme au prolétariat, comme dans les livres ? »*

Les réponses à ces interrogations, ils les ont trouvées au cours de leur voyage d'information directe et vivante dans ce « parti ouvrier » que constitue, dans sa diversité, le syndicalisme américain. Ils nous les livrent dans leur ouvrage, pour notre édification, et plus encore pour l'instruction de tous ceux qui, ne se contentant pas de l'imagerie répandue, veulent apprendre et comprendre.

Tel qu'il est, ce livre est une action militante.

R. GUILLORE.

LE CONGRES DE FORCE OUVRIERE
n'a pas fini de faire parler de lui. Nous le commenterons dans notre prochain numéro.

Saluons déjà sa décision d'une GREVE GENERALE interprofessionnelle le 24 mai.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

LE MONDE COURT-IL A SA PERTE ? — J'ai été le premier à évoquer dans la RP les problèmes écologiques, les dangers qu'apportent au monde l'expansion industrielle sans frein et la pollution généralisée qu'elle engendre. Je me réjouis de l'arrivée parmi nous de spécialistes de ces questions, Yvette, Bernard, et leur équipe. Rien n'est plus opportun en effet que d'attirer l'attention sur ces graves fléaux qui nous menacent, à condition, bien entendu, de rattacher ces préoccupations à tout un ensemble révolutionnaire, sous peine de ne pouvoir, à leur égard, que formuler des vœux pieux qui n'empêcheront en rien le mal d'empirer.

Je pensais pouvoir laisser le soin aux camarades que je viens de citer de traiter ces questions. Mais certaines d'entre elles ont pris une tournure si tragique au cours de ces dernières semaines qu'on n'en parlera jamais assez.

Ainsi, la zone devenue dangereuse à la suite de la catastrophe de Soveso, en Italie du Nord, s'étend — on n'a pas fini de constater les conséquences terribles dues à la dioxine.

D'autre part, pendant une semaine, on a parlé de la fuite en mer du Nord d'un puits, qui a déversé dans cette nappe d'eau si poissonneuse, 4.000 tonnes de pétrole brut par jour. On a pu en venir à bout, mais les savants sont d'accord pour dire que cette nappe de pétrole aura des conséquences funestes sur la faune marine, détruisant plancton, poissons, oiseaux de mer. Ceci devrait servir d'avertissement. Ne nous faisons pas trop d'illusions : le danger immédiat passé, on continuera d'exploiter les puits de pétrole sur la mer sans même prendre les précautions nécessaires pour qu'une telle fuite ne puisse plus se produire.

L'APPRENTI DICTATEUR. — La majorité est plus divisée que jamais. Le second plan Barre ne fait qu'augmenter la colère des travailleurs, et, tout en se gardant bien de voter contre, les députés du RPR, prennent leurs distances à l'égard du Président de la République, du Président du Conseil, et du Parti des Républicains Indépendants. A la faveur du mécontentement qui gronde, le chef du RPR, Chirac, espère bien devenir le maître de la situation. Ayant réussi à se faire élire maire de Paris, première étape de son plan, il n'a pas tardé à montrer son vrai visage, en interdisant les réunions des élus de gauche à l'intérieur des mairies, en limitant le droit de discussion dans les réunions du Conseil municipal. S'il parvient à ses fins, nous en verrons d'autres. Oui, Guilloré a eu raison d'écrire que « cet homme est dangereux ».

LES SYNDICATS AMERICAINS. — On m'a reproché, verbalement, d'avoir glissé dans un précédent article, à propos de l'attitude des syndicats américains à l'égard de la guerre du Vietnam, ce membre de phrase : « ce qui en dit long sur l'idéologie de ces syndicats ». Cette appréciation concernait strictement la position politique prise par ces organisations. Alors que les étudiants d'avant-garde, les intellectuels de gauche, aux Etats-Unis, manifestaient leur opposition à la guerre, on voyait les ouvriers contre-manifester avec au moins l'approbation de leurs syndicats. Aucune considération ne me fera admettre une telle attitude. Cependant, au point de vue revendicatif, les syndicats sont, je pense, un instrument de lutte efficace, et s'ils ne prenaient aucune position politique, je ne le leur reprocherais même pas. Je leur reproche d'en avoir pris une que je considère comme néfaste de la part d'organisations ouvrières. Mais il est bien évident que ceci n'est qu'un élément de la question, et que pour porter un jugement d'ensemble sur les syndicats américains, il faudrait une étude beaucoup plus complexe et détaillée de leurs activités. A ce sujet, j'ai été fort intéressé par les renseignements que donne Walusinski, dans son article « A propos des syndicats américains », ainsi que par la citation d'Angela Davis que nous a apportée Guilloré.

UN PEU DE MESURE ! — Pour ne pas heurter la sensibilité de certains camarades, il faudrait donc éviter toute critique à l'égard des syndicats américains, de tel ou tel contestataire soviétique, d'Israël, de Force Ouvrière, que sais-je encore ?

Moi, ce qui a heurté mes sentiments, c'est de lire dans la RP des expressions telles que « le marxisme a été un poison », « l'école sectaire et intolérante du marxisme », même si on ne les trouve que dans la lettre d'un lecteur. Je ne suis pas un fanatique de Marx, et je pense que son œuvre attend encore celui qui s'avérera capable de la réexaminer, de l'adapter à notre époque. Mais le marxisme appartient à la classe ouvrière, il en est un courant particulièrement important. Pour le comprendre, il convient d'abord, comme l'a montré Maximilien Rubel, de le dégager des exagérations, des déformations, de l'esprit de système, dus aux disciples de Marx, qui a prononcé lui-même cette boutade : « ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste ! ». De plus, la méthode marxiste permet de comprendre l'histoire infiniment mieux que n'importe quelle autre, à condition naturellement de saisir les nuances quand elles se présentent, et d'éviter de trop systématiser. A l'époque où nous sommes, au lieu d'opposer violemment les différents courants de pensée révolutionnaires, il vaudrait mieux essayer de faire la synthèse. Pour ma part, je ne me permettrais pas d'employer le mot « poison », ou un autre de ce genre, à l'égard des idées de Bakounine, ni même de Proudhon, qui ne m'a pourtant jamais paru bien attirant.

DEMOCRATISATION ESPAGNOLE. — On ne peut plus dire qu'il n'y a rien de changé en Espagne. La légalisation du Parti Communiste constitue un sérieux pas en avant. Et il n'est pas étonnant qu'elle ait causé quelques remous dans les milieux franquistes, l'armée en particulier. Ce qui m'étonne au contraire, c'est le peu d'ampleur de ces réactions. Tout se passe comme si la libéralisation semblait inévitable aux yeux de ceux mêmes qui la désapprouvent.

Mais cette libéralisation n'est pas totale, loin de là. Jusqu'à présent, on ne paraît pas du tout s'acheminer vers la légalisation des organisations authentiquement révolutionnaires, celles des anarchistes, des maoïstes, des trotskystes, le POUM (il doit bien subsister en dehors de l'émigration), ni des mouvements qui luttent pour les libertés des régions où l'on parle une langue autre que le Castillan : le pays Basque, la Catalogne, la Galice. Il y a donc deux poids et deux mesures. Et l'on a réprimé les tentatives de célébration du Premier Mai qui se sont produites au-delà des Pyrénées. Pourquoi donc deux poids et deux mesures ? N'est-ce pas parce que la bourgeoisie espagnole estime n'avoir plus grand-chose à craindre du Parti Communiste, et avoir au contraire besoin de lui pour canaliser la volonté révolutionnaire des travailleurs ?

Le PC vient d'ailleurs de donner un gage au régime en acceptant comme drapeau de l'Espagne la bannière sang et or qui est celle de la monarchie, et qui fut celle de Franco. Ainsi, il abandonne le drapeau républicain qui fut le sien depuis la guerre civile, comme il avait, en fait, abandonné le drapeau rouge autrefois. Que nous importe, penseront certains camarades, que le drapeau espagnol soit sang et or, ou que l'une de

ses bandes soit violette ? Il s'agit d'un reniement de plus, du triomphe d'une ligne opportuniste qui conduira à d'autres reniements. A mon avis, la bourgeoisie espagnole n'a pas tort de considérer la légalisation du Parti Communiste non seulement comme sans danger pour elle, mais même comme un rempart contre une poussée de la véritable gauche prolétarienne.

DEMOCRATIE INDIENNE. — Mécontents du gouvernement de Mme Indira Gandhi, les électeurs indiens l'ont liquidé. Ceci a montré que le manque de maturité politique, l'acceptation de n'importe quelle ligne suivie par le leader du moment, n'étaient pas le fait de tous les peuples du tiers monde. Les Indiens ont su exprimer leur volonté, en se servant du bulletin de vote. Ils y ont sans doute été poussés par l'affreuse misère qui sévit dans leur pays. Le nouveau gouvernement sera-t-il capable d'améliorer cette situation ? C'est plus que douteux. Il faudrait pour cela une transformation radicale de la société indienne, qui semble encore lointaine.

L'IMBROGLIO ZAIROIS. — L'Afrique n'a pas fini de nous inquiéter. Massacres d'hommes politiques au Congo et en Ethiopie, massacres d'étudiants en masse en Ethiopie, prise d'otages en Mauritanie par le front Polisario ; même dans les pays qui paraissent les plus paisibles, la répression bat son plein : en Tunisie par exemple, la chasse aux étudiants gauchistes est continuelle.

Mais que se passe-t-il donc au Zaïre ?

Les gendarmes Katangais ont envahi la province du Shaba, venant, disent leurs adversaires, d'Angola. Le Katanga est cette province minière de l'ex-Congo belge (aujourd'hui Zaïre) dont Tschombé avait essayé de faire un Etat indépendant, aidé par des mercenaires fascisants venus d'Europe. Voici maintenant les Katangais dans le camp opposé. Le général Mobutu, en effet, affirme que leur révolte est soutenue par l'Angola, par l'URSS, par l'Allemagne de l'Est, et que des soldats cubains combattent avec eux. Tout ceci est nié par les pays intéressés. Mais il est certain que l'URSS et ses alliés sont favorables aux insurgés. Il ne serait d'ailleurs guère étonnant que les Cubains, qui croient encore à la révolution mondiale sous l'égide de l'URSS, et dont la présence en Angola semble avoir été établie, estiment devoir apporter leur appui à un tel mouvement. (J'ai déjà manifesté mon désaccord avec cette conception de la lutte révolutionnaire : la révolution ne s'exporte pas.) Mais voici que d'autres pays s'en mêlent. Le Maroc envoie des troupes pour soutenir Mobutu, la France en assure le transport, et celui du matériel. Dans le camp du gouvernement zaïrois, on trouve encore la Belgique, le Soudan, l'Ouganda de l'ineffable Idi Amin Dada, l'Egypte de Sadate, et la Chine. Ainsi il suffit que l'URSS soit d'un côté pour que la Chine se place dans le camp opposé. Que nous sommes loin de la solidarité internationale prolétarienne !

Mais, nouveau sujet d'étonnement, traumatisés sans doute par leur défaite du Vietnam, les Etats-Unis se tiennent soigneusement en dehors de la question. Carter va même plus loin, quand il affirme que les Cubains ont été un élément d'ordre en Angola. De toute évidence, il cherche à normaliser les relations entre son pays et le régime de Fidel Castro. S'il continue dans cette voie, il pourrait bien subir tôt ou tard le sort de son prédécesseur Kennedy (ce que je suis loin de souhaiter).

Bref, la situation au Zaïre est assez surprenante. Au sujet de ces guerres civiles en Afrique, notre position devrait être : Non-intervention dans les affaires des pays du tiers monde. Laissons les Zaïrois régler eux-mêmes leurs problèmes. Ne faisons pas de l'Afrique un lieu d'affrontement des puissances extérieures à ce continent. Et en premier lieu, manifestons notre réprobation de l'intervention française, dont les résultats ne peuvent être que négatifs. Souvenons-nous du Tchad !

CONTRE LES MUTILATIONS SEXUELLES. — Un mouvement philanthropique, « Terre des Hommes », vient de demander à l'ONU, et plus particulièrement à l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), de s'inquiéter des mutilations sexuelles que subissent les fillettes de nombreux pays de l'Afrique orientale et centrale et du Proche-Orient : ablation du clitoris, couture du sexe. Ces pratiques, qui ne sont ordonnées par aucune religion, sont exécutées par des matrones. Elles s'expliquent par la crainte maladive qu'une fille perde sa virginité avant le mariage, ou qu'une femme soit poussée par sa nature à désirer des rapports sexuels avec un autre homme que son mari (l'ablation du clitoris la rendant frigide à jamais) (1). Dans certains pays cités dans le rapport de « Terre des Hommes », ces mutilations n'existent que dans les milieux très pauvres et arriérés : en Syrie, en Jordanie, je n'en ai jamais entendu parler. Elles sont plus fréquentes en Egypte, dans les campagnes, et un écrivain de ce pays, Youssef El Masry, a exposé la question dans son livre « Le drame sexuel de la femme dans l'Orient arabe ». Mais elles sont très répandues en TFAI et dans les pays voisins. Un médecin français de Djibouti m'a dit : « *Chez les femmes Somalies et Afars, c'est la règle. Chez les Arabes yéménites, c'est l'exception, et chez les Ethiopiennes, cela n'existe pratiquement pas. Ces mutilations entraînent parfois la mort, soit au moment même où elles sont effectuées, soit lorsque le mari procède à l'ouverture du sexe de sa femme, afin de consommer le mariage. Souvent, la nuit de noce s'achève à l'hôpital.* » Or, c'est vrai, beaucoup de gouvernements qui se déclarent progressifs et même féministes, se désintéressent de la question. Seul celui du Soudan, d'après le rapport, lutte contre ces mœurs d'un autre âge et s'efforce d'éduquer le peuple à ce sujet. Il faut dire aussi que les autorités des pays coloniaux ne se sont jamais préoccupées non plus de telles choses : à Djibouti, par exemple, on considérait qu'il ne fallait pas toucher aux coutumes du pays. Il faut espérer que les dirigeants des Etats intéressés se soucieront de mettre un terme à cette barbarie indigne de notre époque.

L'INDEPENDANCE DE DJIBOUTI. — Donc, les habitants du TFM ont voté pour l'indépendance, avec la même unanimité que naguère ils avaient voté pour le maintien des liens avec la France. En fait, c'est la France qui a voulu se débarrasser de ce fardeau, et qui a liquidé Ali Aref après s'être servi de lui, car l'indépendance de Djibouti favorisera sa politique sur le continent africain.

Il faut souhaiter que la nouvelle république puisse connaître un avenir de paix, dans la réconciliation des ethnies autrefois antagonistes. Le leader actuel, Hassan Gouled, que j'ai connu lorsqu'il était ministre de l'éducation du territoire, est un politicien avisé et prudent. Mais les dangers sont lourds. Les Issas et autres Somalies voudraient rattacher leur pays à la République voisine de Somalie. Les Afars, qui se sentent abandonnés à leur sort, peuvent être tentés de faire appel à l'Ethiopie, qui s'intéresse au chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba. Il faut espérer que les uns et les autres sauront éviter les écueils et comprendront qu'il n'y a pas d'autre voie valable que l'union des deux peuples.

Jacques GALLIENNE.

---

(1) Chez les Dogons du Mali, on procède à l'ablation du clitoris chez les filles en donnant une autre raison : il s'agit d'un organe masculin qui ne convient pas aux femmes. De même, les jeunes garçons subissent la circoncision, car il faut les débarrasser du prépuce, organe féminin.

L'apprentissage de l'orthographe est-il utile aux fils d'ouvriers ?

LA RELIGION, LE SEXE ET... L'ORTHOGRAPHE

Un chroniqueur d'une revue consacrée aux problèmes d'éducation soutenait récemment le paradoxe suivant : trois thèmes de discussion demeurent scandaleux dans notre société industrielle avancée : la religion, la sexualité... et la réforme de l'orthographe. Pourquoi ? sans doute est-il difficile de répondre à cette question dans la mesure où elle met en jeu les attitudes devant l'existence de ceux qui y répondent. On peut toutefois suggérer raisonnablement que le premier thème s'adresse au vieux fonds d'irrationalité qui sommeille en nous tandis que le second bouscule les tabous hérités du christianisme. Quant au troisième, dans la mesure où il se rapporte au langage, il concerne une part essentielle de nous-même : celle qui sert à nous définir. N'affirme-t-on pas fréquemment et à juste raison que le style se confond avec son auteur ?

Il n'est pas dans mon propos d'examiner en quelques lignes les problèmes complexes et passionnants que pose notre orthographe mais d'indiquer simplement en quoi, en dépit des apparences, le sujet peut et doit intéresser des syndicalistes ouvriers.

LES FAUTES DE VOLTAIRE...

Rappelons d'abord que durant des siècles, a régné le pluralisme orthographique. Chaque imprimeur avait son propre système dans un temps où peu de Français savaient lire. Les manuscrits de Bossuet, La Fontaine et Voltaire étaient criblés de fautes qui à l'époque ne gênaient personne pas plus qu'aujourd'hui il n'est prêté attention aux différentes prononciations régionales.

L'évolution vers une normalisation s'amorce quand la convention exprime le vœu (29 frimaire an II) de créer un enseignement primaire public.

Elle est réclamée par les régents d'école eux-mêmes et nait en 1835 avec le décret du Ministère Guizot qui officialise la seule orthographe de l'Académie française.

La troisième République en scolarisant les enfants du prolétariat par les lois organiques réalise le rêve de la Convention.

UN BARRAGE DE CLASSE ?

Certains linguistes, historiens voire des professeurs de français dans le souci de faire table rase du passé et de préparer la Révolution prêchent la phonétisation. A. Chervel, C. Blanche, Benveniste par exemple affirment que l'orthographe constitue un instrument de ségrégation sociale au service de l'idéologie dominante. Voire ! Outre le fait qu'une traduction purement phonétique compliquerait en réalité la communication (certains disent gra(m)maire, col(l)ègue, d'autres grammaire, col-lègue — le même mot n'est pas prononcé de la même façon à Lille et à Carcassonne), on peut se demander si un tel désordre ne pénaliserait pas en premier lieu les enfants des classes populaires.

Que l'orthographe soit une arme à double tranchant, c'est certain, mais tout dépend de l'usage qu'en fait le peuple et son étude est facteur de progrès dans la mesure où nous le verrons ci-dessous, elle exige une pensée rigoureuse et critique. Pierre Jakez Hélias dans « Le cheval d'orgueil » raconte comment son père, paysan breton, le corrigeait quand il oubliait de parler français à l'école du village. Sans pour autant nier l'intérêt du retour actuel au régionalisme, n'est-il pas permis de penser qu'il raisonnait mieux que certains théoriciens qui oublient qu'en matière de communication et de pouvoir, la bourgeoisie a besoin de diviser pour régner ?

REFORMER L'ORTHOGRAPHE OU REFORMER SON ENSEIGNEMENT ?

Un linguiste contemporain René Thimonnier (2), au terme de 15 ans de recherches, pense qu'il s'agit moins de bouleverser l'orthographe que de repenser son enseignement. Son projet de normalisation approuvé par les spécialistes du Conseil International de la Langue Française (qui regroupe les représentants de 24 pays francophones) est soutenu par le Syndicat National des Instituteurs. « Pour l'Enfant... vers l'Homme », revue de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des écoles publiques (président : Jean Cornec) a également ouvert ses colonnes aux thèses de René Thimonnier.

Pour celui-ci notre système orthographique constitue un système complexe mais cohérent dont il a découvert des lois plus générales que celles qui sont jusqu'à présent enseignées.

Nous en donnerons trois exemples.

A l'encontre de l'opinion commune, reprise par le grammairien Pierre Burney qui dénonce « la confusion des accents », R. Thimonnier a mis en évidence l'existence d'une règle fondamentale de l'accentuation qui peut s'exprimer ainsi : la lettre prononcée « é» ou « è » ne prend un accent que si elle termine la syllabe graphique. Exemples : un citron a-mer (deux syllabes parlées, deux syllabes graphiques), une pomme a-mè-re (deux syllabes parlées, trois syllabes graphiques). De même fier-té mais fiè-re-ment, ser-pe mais cè-dre, ver-tè-bre et non vèr-tè-bre, etc.

Le « chaos des consonnes doubles » invoqué par le grammarien Dauzat et les réformateurs est également nié par R. Thimonnier qui montre que seules peuvent se doubler les consonnes placées entre deux lettres voyelles (accord, accroc, affaire). Cette nouvelle règle permet d'éviter notamment les cacographies du type inffraction, apttitude.

Le troisième exemple donnera un aperçu des normalisations limitées que propose l'auteur du projet : « Il existe 98 familles de mots en -ion (nation, région ; confession, tradition...) et j'observe que, dans les dérivés qui y figurent, l' « n » qui termine le radical est tantôt simple, tantôt double. D'où les oppositions à première vue immotivées du type national, confessionnal, régional, questionnaire, traditionalisme, traditionnel. Une étude approfondie à la fois diachronique et synchronique (3) m'a permis toutefois de dégager la règle suivante : l'n qui termine le radical des mots en -ion se double dans les dérivés à moins que le suffixe -al n'y soit employé. D'où : additionner, fonctionnement, millionnaire, collectionneur, traditionnel mais national, régionalisme, traditionaliste. Comment expliquer ce fait ? Dans les mots d'origine populaire l'n double marquait autrefois la nasalisation (on prononçait addition-ner). Par contre, -al étant d'origine savante, l'o des mots du type « national » n'a jamais été nasalisé. Les oppositions du type traditionalisme, traditionnel s'expliquent par l'histoire de la langue. »

« Les mots « confessionnal » et « millionième » font exception à cette règle. Il conviendrait de les normaliser. « Confessional » s'écrirait comme « national » et « millionnième » comme « millionnaire ».

---

(2) Auteur du système graphique du français (Plon).

(3) Diachronie : étude des faits du langage selon une perspective historique.
Synchronie : étude du fonctionnement d'une langue à un moment donné de son évolution (s'oppose à diachronie).

UNE ARME SOCIALE

Il suffit de faire entrer l'exception dans la série pour que la règle soit exhaustive. Citons, pour conclure, ces réflexions de Jean Desmeuzes qui expérimente sur le plan pédagogique dans la circonscription où il exerce les principes de la véritable « révolution copernicienne » proposée par R. Thimonnier : « habituer les enfants à penser par « séries » est une implication directe du système de R. Thimonnier et cette attitude à l'égard de la langue est transférable. Elle s'applique à la pensée mathématique en particulier (4). Le fait de considérer qu'un paradigme de mots est ouvert — qu'il est possible d'aligner une nouveauté sur ce paradigme — est très important. Non seulement la démarche intellectuelle exigée concerne la langue maternelle mais le système de pensée tout entier en tant qu'il est scientifique. L'élève est invité à procéder par analogies, observations, groupements, intersections, bijections. Il s'agit bien pour lui de parvenir à la pensée ensembliste et relationnelle... L'apprentissage de l'orthographe n'est plus alors dispersé ou empirique... » N'est-il pas permis de penser qu'il entre ainsi dans un projet éducatif global (5) : celui d'une école populaire, qui n'en déplaise aux adeptes d'Illich ne doit pas mourir, a pour mission d'enseigner aux enfants des salariés la méthode scientifique, seule capable de leur donner les armes nécessaires sur le plan social ?.

Jean MOREAU.

(4) Paradigme : modèle.
Le verbe « aimer » constitue le paradigme des verbes du premier groupe.

(5) A une époque où se dégrade le langage, où l'oral est privilégié au détriment de l'écrit et où plus que jamais la pensée révolutionnaire a besoin d'une expression ferme et non simplificatrice, vigoureuse et non déliquescente...

ERRATUM

Dans l'article « Aujourd'hui qu'est-ce que la laïcité ? » (n° 630), il faut rectifier : « Peut-on penser... qu'une collectivité d'aigris et d'assistés marginalisés peut avoir suffisamment de poids » par « puisse » et lire « messianisme » au lieu de « messianime ».

Dans l'article « Pour une définition moderne de la laïcité » (n° 631) il faut naturellement lire « la geste laïque » et non « le geste ».

Enfin l'article « 2877 » contient un pléonasme qu'il faut supprimer : la multitude moutonnière, incontestablement n'a pas besoin d'être immense !

PARMI NOS LETTRES

Rendre possible l'impossible !
(Réponse tardive à Gallienne)

De MORMICHE (Deux-Sèvres) :

Dans sa chronique « A bâtons rompus » (août-septembre 76), Gallienne traite d'une question qui nous concerne, nous révolutionnaires de France : les armes employées par Vorster contre les Noirs lui ont été fournies, partiellement au moins, par notre gouvernement.

Reprenons point par point le petit paragraphe que Gallienne consacre à cette question :

« C'est là le côté déplaisant de la politique extérieure gaulliste ou post-gaulliste », *dit-il.*

Déplaisant ? le terme est anodin pour De Gaulle et la clique de ses successeurs. Vous ne pensez pas que les Noirs d'Afrique du Sud emploieraient un autre terme pour qualifier la politique de la France ?

« Les ouvriers métallurgistes qui fabriquent armes et munitions ne savent pas d'avance à qui elles sont vendues ? », *affirme Gallienne. Non, mais ! Depuis des années déjà, même le Français le moins informé sait que la France, médaille de bronze des vendeurs d'armes (après les USA et l'URSS), exporte des armements aussi bien à destination des pays fascistes que des pays dits démocratiques. Et les métallos l'ignoreraient ? En ce cas, quelle lourde responsabilité ont leurs éducateurs syndicaux ! Et Gallienne de conclure que les métallos ne peuvent refuser de fabriquer des armes :* « Dans le contexte de la société capitaliste, c'est demander l'impossible. » *Répétons que nos piteux éducateurs syndicalistes veulent fouetter d'autres chats ; que leur internationalisme prolétarien est soumis à des impératifs de parti, ou simplement à leur idéologie réformiste ; qu'on ne les voit pas dénoncer lesdites livraisons d'armes, essayer de s'y opposer, utiliser le boycott des transports ou la grève, lancer les campagnes d'information nécessaires, en somme rendre possible l'impossible.*

Est-ce que, des fois, « dans le contexte de la société capitaliste », la Révolution ne serait pas, elle aussi, impossible ? Alors pourquoi écrire dans une revue dont le titre est « Révolution prolétarienne » ?

« Charlie-Hebdo » ? Gallienne parle du « ton ordurier habituel de « Charlie-Hebdo ». Il est vrai que cet hebdo secoue durement l'impérialisme de la langue française. De même d'ailleurs que les travailleurs de base qui, souvent et vertement, manient de leur langue ce que Gallienne appelle « ordures ». Et si Charlie-Hebdo dit : « Ouvriers français, assassins ! » c'est à mon avis pour que leur attention se porte enfin sur le rôle que le capitalisme international leur fait jouer. On pourrait dire : assassins et victimes, puisqu'ils reçoivent souvent, peut-on dire, « sur la gueule » les grenades lacrymogènes qu'ils ont fabriquées.

Gallienne aurait-il perdu le souvenir de ce qu'écrivait en d'autres temps le syndicaliste Pouget dans son « Père Peinard » ?

Qu'est-il advenu de Chliapnikov et de Piatakov ?

De Louise CAZAUBON (Hautes-Pyrénées) :

Au moment où je lisais le nom de Chliapnikov dans le texte communiqué par R. Hagnauer pour la RP d'avril, je me suis demandé s'il s'agissait du Chliapnikov cité par Monatte dans le chapitre X de son ouvrage « Trois scissions syndicales ».

Nous sommes en 1927... Réunis à une demi-douzaine, chez un ami, des camarades s'interrogent sur la ligne et le devenir de la Révolution russe.

Il y a là Chliapnikov et Piatakov qui déclare : « Regardez la Révolution russe comme finie. Reprenez en Occident le flambeau ! » C'est une page que l'on pourrait reproduire.

Y aurait-il, parmi les anciens, un ou des camarades qui pourraient témoigner sur la réunion et sur les deux camarades russes qui semblent avoir eu, à leur retour à Moscou, un comportement et un sort dissemblables ?

Ne laissons pas tomber dans l'oubli tous ceux qui vécurent à cette époque !

*

Selon un camarade particulièrement informé sur le sort des révolutionnaires russes assassinés par Staline, Chliapnikov serait mort en déportation à l'isolation de Verkhne-Ouralsk, vers 1941. Quant à Piatakov il a été condamné par un des procès en sorcellerie de Moscou et exécuté avant la dernière guerre. (F. Ch.)

Un peu de baume

De Françoise POLTORATZKY (Sucy-en-Brie) :

Ce que j'apprécie le plus dans vos articles, c'est l'absence « d'esprit de parti » *qui empêche si souvent l'objectivité et la pleine liberté du jugement.*

PROPOS SUR LA VIOLENCE

Je viens de voir la « Question ». C'est un film que les lecteurs de la RP devraient voir et discuter. Il rappelle de nombreux épisodes du drame algérien qui a marqué toute une génération et qui est à l'origine de nombreux bouleversements en métropole. Il est rempli de propos et d'expressions que l'on entendait continuellement à l'époque avec parfois un accent pied-noir qui sent bon le terroir.

Maurice et Odette Audin, que j'ai bien connus à la Fac, y sont très ressemblants. Maurice était légèrement plus petit et moins athlétique que l'acteur, mais deux ou trois fois j'ai retrouvé son regard et ses attitudes. Odette, que j'ai moins connue était un peu plus pâle et plus timide mais avait la même coiffure et la même volonté tenace.

Maurice Audin était un garçon intelligent et sensible qui voyait dans le marxisme une explication scientifique de la société et un fil directeur pour sa conduite. Il se sentait aussi, comme bien des Pieds-noirs, profondément Algérien. Aussi quand la Révolution Algérienne est devenue une lame de fond populaire chez les autochtones, il s'est senti obligé de participer au mouvement pour mériter le titre de Citoyen Algérien. Il faut bien comprendre que les communistes de sa trempe étaient dans une position délicate.

Autour des années 1936, le parti communiste, formé essentiellement de Pieds-noirs, avait abandonné toute lutte anticoloniale et prônait l'union sacrée. Staline ne voulait pas gêner en quoi que ce soit les structures de l'armée française qui devait un jour ou l'autre se battre contre Hitler. Messali Hâdj et l'Etoile nord-africaine avaient rompu leurs liens avec les communistes et mettaient tous les Français qu'ils soient de droite ou de gauche dans le même sac. Le FLN, formé vers 1954 par des jeunes qui s'étaient libérés de la tutelle du « Vieux », fut mieux vu des communistes, mais lui s'en méfiait et bien de ses membres craignaient toujours que les Pieds-noirs prennent des responsabilités politiques sous un prétexte ou un autre. Ils voulaient acquérir leur dignité et se prouver qu'ils pouvaient se diriger eux-mêmes. Quand le sergent Maillot, d'origine pied-noir, a voulu rejoindre les maquis FLN, il n'y a jamais été vraiment admis et fut rapidement pris par l'armée française qui l'a fusillé. Les Pieds-noirs qui voulaient rejoindre le FLN devaient rester en ville. Mais d'un côté ils voulaient « agir » et participer à la « Révolution », mais de l'autre ils ne voulaient pas « tuer des innocents ». Yveton en est un exemple type. Il a fait sauter une bombe dans un placard du vestiaire où il se changeait habituellement avec ses camarades de l'usine à gaz à un moment où il était certain qu'il n'y avait personne. Pris, il a été exécuté. Il faut dire que la grande majorité des Européens était contre le FLN. Bab el Oued, la banlieue rouge d'Alger qui a longtemps eu un député communiste, a été le dernier bastion de l'OAS. Chez les Pieds-noirs la crainte du terrorisme avait créé une véritable hystérie. Les propos du parachutiste du film qui dit qu'il suffirait de laisser Henri Alleg dans la rue avec une pancarte pour qu'il soit lynché, décrit bien l'état d'esprit des Pieds-noirs. Il y a eu un technicien de l'ONM qui avait été six mois communiste vers 1935 et qui avait ramené de Tamanrasset quelques armes qu'il gardait en souvenir dans son appartement de la kasba. Les paras les ayant trouvées au cours d'une fouille systématique l'avaient arrêté et les journaux avaient tiré de grands titres. Alors qu'il était profondément antiterroriste, il fallait voir comment tous ces vieux copains l'ont pris pour un terroriste à abattre. Il y avait une erreur évidente qui a été prouvée au bout de quelques mois.

Personnellement je suis antiviolent de tempérament et je n'ai jamais pu suivre Louzon et mon Père dans leur « Eloge de la Violence » cher à Georges Sorel qui a influencé aussi bien Lénine que Mussolini et qui a fleurté un moment avec l'Action Française. Louzon disait que « la violence est nécessaire à l'accouchement des sociétés nouvelles ». J'estime qu'on peut faire maintenant des accouchements sans douleurs et que la fécondation peut se faire dans l'amour et la jouissance. La Commune de 70 n'a pas obtenu plus de résultats durables que mai 68 qui a aidé à changer en profondeur bien des comportements et des idées préconçues.

En essayant « d'aborder une discussion compréhensive et tolérante » :

Je dirai à R. Hagnauer :

« J'ai la plus grande estime pour le courage et l'intelligence de Maurice Audin. Tout en le respectant et admirant son martyre, je me permets tout de même de ne pas être marxiste et de le dire. De la même manière, j'admire Soljenitsyne pour avoir eu la force de caractère de lutter dans l'enfer du Goulag et d'avoir écrit des témoignages qui ont ouvert les yeux à de nombreux communistes. Je me permets tout de même, de ne pas être chrétien et de le dire. Il n'y a pour moi ni dieu, ni saint, ni surhomme à idolâtrer. »

Je dirai à J. Gallienne :

« Comme lui, je suis contre la torture, mais je suis aussi contre la peine de mort. Je ne suis pas contre toute lutte et toute guerre, mais je suis contre le fait de tuer un prisonnier.

Oui je pense que les Républicains espagnols ont eu tort de fusiller au début de la guerre civile José Antonio Primo de Rivera.

Oui je désapprouve les partisans italiens d'avoir fusillé Mussolini alors que sa défaite était certaine.

Oui je suis contre le procès de Nuremberg qui fut une parodie. Le plus élémentaire souci de justice aurait été d'établir des lois universelles sur les crimes de guerre qui jugent les officiers de tous les pays : allemands, français, russes, américains, anglais. Ce souci de véritable justice aurait peut-être permis d'éliminer les crimes du Goulag, du Vietnam, de l'Algérie, et du Cambodge.

En ce qui concerne Eichmann je suis pour son enlèvement en Argentine mais contre son exécution. Je pense que si Israël avait appris à dominer sa vengeance, en mettant Eichmann dans un véritable camp de travail et de rééducation, il serait mieux préparé pour discuter et traiter avec les Palestiniens.

Il est temps de se libérer de cette mentalité moyenâgeuse qui consiste à dire quand il y a la peste c'est la faute au diable et il faut brûler des sorcières ; de cette mentalité nazie, qui consiste à dire quand il y a du chômage, c'est la faute aux Juifs faisons un pogrom ; de cette mentalité infantile qui consiste à dire quand on est incapable d'organiser une coopérative de production c'est la faute aux méchants capitalistes tuons-les et par enchantement nous aurons le paradis socialiste.

Pour en revenir à l'Algérie, les tortures subies par Alleg sont scandaleuses mais elles sont pour lui une épreuve passée et il peut maintenant de nouveau s'exprimer. Par contre Maillot, Yveton, Audin ne peuvent plus penser et s'exprimer, on leur a enlevé toutes les libertés.

D'ailleurs les prisonniers de Barberousse ne s'y trompaient pas. Le film, je crois sur ce point, n'a peut-être pas pu montrer aux spectateurs assis dans un fauteuil tout le côté pathétique des condamnés à mort allant à la guillotine en chantant ; des cris, des coups de poing sur les murs venant de toutes les cellules des prisonniers ; des youyous des femmes couvrant toute la kasba.

Oui la peine de mort est un scandale qui déshonore l'humanité.

J. BUREAU.

Espagne : le renouveau de la C.N.T.

Estremadura, Valle del Ebro, Murcia-Albacette, Pais Valencia, Centro, Canarias, Granada, Catalunya, Andalucia, Euskadi, Asturias, dans toutes les provinces espagnoles et grands centres industriels, le plus prestigieux nom du syndicalisme révolutionnaire par son histoire, l'histoire qu'il a représentée et représente toujours, renaît enfin parmi les facteurs sociaux décisifs de la péninsule issue du franquisme. Du mythe soigneusement entretenu par la presse internationale d'une CNT enfouie dans les catacombes de l'histoire, apparaît en fait un syndicat révolutionnaire jeune, réfléchi et volontaire qui apporte déjà les preuves d'un avenir décisif. Mais gardons-nous de tomber dans une autosatisfaction béate face aux coups de force de nos camarades espagnols. Le post-franquisme, le régime de J. Carlos qui chemine vers la monarchie libérale, vers la démocratie bourgeoise, est une période historiquement sans précédent pour les facteurs sociaux, politiques et économiques en Espagne : du stade de pays semi-développé soumis à une dictature féroce, l'économie espagnole s'engage à présent dans un processus de capitalisme libéral analogue à celui que nous connaissons. Tout se joue très vite, chaque parti ou syndicat d'opposition cherchant avant tout à s'accaparer les meilleures places avant une démocratisation totale des institutions espagnoles, afin d'occuper des positions de choix pour bénéficier pleinement de la relative liberté du « jeu démocratique ». Soutenu par les partis ou syndicats frères des pays voisins, les principaux protagonistes de ce qu'il est convenu d'appeler « l'opposition » espagnole ont les moyens matériels et moraux, de préparation et de soutien pour s'attribuer une adhésion fictive des masses. C'est en ce sens que l'attitude à adopter par la CNT est difficile : la vieille centrale anarchosyndicaliste ne peut compter que sur ses propres forces et ses propres réflexions pour resurgir « tel un phénix de ses cendres », dixit un journal local.

A ce propos le meeting qui s'est tenu à San Sebastian de Los Reyes, près de Madrid le 27 mars dernier est significatif : plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont déplacées pour assister au premier meeting public de masse de la CNT, public composé, non pas comme pourraient le croire des esprits chagrins de vieux militants de la « Civile », mais en immense majorité par une jeunesse enthousiaste et volontaire. Meeting qui a sans doute étonné les uns, fait s'étrangler les autres.

LES CONDITIONS DU RENOUVEAU

Si la CNT peut se « permettre » de remplir des arènes de plusieurs dizaines de milliers de personnes, malgré le blocus entretenu autour d'elle par la presse mondiale et les appareils politiques, c'est que cette démonstration de force est la conclusion, pas tant de l'action clandestine ou en exil de ses militants pendant le régime franquiste, mais surtout de son image qui s'est perpétuée dans les classes populaires à travers cette période. Après la victoire de Franco, les cénétistes adoptèrent deux attitudes différentes : les uns s'exilèrent, les autres entrèrent dans la clandestinité, organisant la résistance intérieure. Plusieurs périodes ont marqué cette résistance : la première est dominée par l'espoir d'une intervention des puissances démocratiques contre Franco, espoir déçu, ainsi que celui d'une aide des confédérations syndicales mondiales ; l'attente de la désagrégation de l'économie espagnole, et donc de convulsions sociales, n'a pas donné de meilleurs résultats : les capitaux américains étaient là pour parer à toute éventualité.

En 1961, le « Programme de Limoges », programme de coordination, sera le signe d'une réunification de la CNT clandestine et celle en exil, éclatées en 1945. Mais en 1963, en représailles à des explosions de bombes, le communiste Grimau et les anarchistes Delgado et Grenado seront executés ; le comité national clandestin de la CNT sera disloqué. Une troisième période est caractérisée par un spontanéisme issu de mai 1968.

Les groupes activistes fleuriront et combleront l'absence d'activité d'une organisation syndicale décimée par les coups de boutoir franquistes. Sans grands résultats d'ailleurs, ce genre d'activisme n'occasionnant qu'une publicité aléatoire et ne semblant guère concerner la classe ouvrière.

La CNT ne réussit jamais à percer décisivement le mur du silence et de la résignation, étant donné la formidable machine répressive instaurée par le franquisme. Tout au plus est-elle parvenue à maintenir une mince flamme de vie libertaire. Mais la révolution libertaire de 1936, agressée par les staliniens et définitivement assassinée par le franquisme, est dans tous les esprits espagnols d'aujourd'hui. Les réalisations d'émancipation ouvrière orchestrées par la CNT pendant la guerre civile ont, qu'on le veuille ou non, marqué le peuple espagnol profondément. C'est cela la chance de la CNT, et de toute la dynamique libertaire espagnole en général.

AUJOURD'HUI

La CNT réapparait donc au grand jour après 40 ans de clandestinité. On pourrait croire avoir à faire avec un syndicat marquant son âge, aux mots d'ordre « d'avant-guerre » et aux méthodes peu adaptées à l'actuelle situation espagnole. Il n'en est rien. Certes ses objectifs sont restés les mêmes : la construction du communisme libertaire par la pratique anarchosyndicaliste ; mais ses méthodes et objectifs à court terme ont évolué, se sont adaptés à la réalité de la société espagnole du moment et de sa probable évolution. Quarante ans de franquisme ont permis à la CNT, et aux forces sociales en général, de se préparer en réflexions à une accélération de la dynamique capitaliste libérale, inévitable après la mort du dictateur. Ainsi les libertaires espagnols, loin d'utiliser leur énergie à reconstruire un mouvement spécifiquement anarchiste, afin de conserver une sorte de pureté théorique, jettent toutes leurs forces dans la formation de syndicats CNT, afin de ne pas se couper d'une classe ouvrière qui découvre à présent de nouveaux horizons et qui risquerait avant longtemps de tomber dans le piège de la société de consommation et du jeu démocratique politique. La CNT jette toute son énergie dans les luttes ouvrières, qui caractérisent l'actuelle situation économique ; ses syndicats locaux sont parfois les initiateurs des luttes, se créent d'autres fois à la suite d'un conflit.

Au port de Barcelone, Seat, Motor Iberica, la Roca, la CNT était présente. La vieille centrale syndicaliste révolutionnaire est animée d'un souffle jeune et actuel : les cénétistes qui la réorganisent sont loin d'abandonner les luttes spécifiques de différents thèmes qui, à première vue n'ont guère à voir avec le syndicalisme, mais qui, en y réfléchissant, possèdent une perspective syndicaliste révolutionnaire certaine : lutte de femmes, luttes écologiques, par exemple.

Ainsi le mouvement « Mujeres libres », mouvement spécifique de femmes libertaires « en lutte contre l'aliénation économique et morale de la femme et de la personne humaine en général ».

La CNT, loin de dédaigner ce mouvement, entretient au contraire d'excellentes relations avec lui. L'écologie, la femme, la pédagogie, la psychiatrie, autant de problèmes les uns nouveaux, les autres plus traditionnels,

qui se posent en tout cas avec une acuité nouvelle à cette Espagne de l'après-franquisme.

La CNT étudie causes et conséquences, en tire ses conclusions originales : ce sont ces conclusions qui embrasent la jeunesse espagnole authentiquement révolutionnaire, jeunesse pleine d'espoir qui découvre en la CNT une alternative réaliste au pourrissement capitaliste.

RAPPORTS AVEC LES AUTRES SYNDICATS

Les syndicats espagnols seront désormais imminemment légalisés. Avec la démission des charges syndicales du sein des syndicats verticaux étatiques, la classe ouvrière peut à présent retrouver ses organisations de classe traditionnelles : la CNT et l'UGT, cette dernière de tendance socialiste.

Mais les partis politiques, et principalement le PCE, n'ont guère confiance en ces syndicats qui n'ont jamais manqué, dans le passé, de démontrer leur indépendance vis à vis d'eux. D'ailleurs l'UGT collaborait parfois avec la CNT dans le cadre des collectivisations libertaires de 1936.

L'USO, l'Union Syndicale Ouvrière, centrale chrétienne que l'on peut apparenter à la CFDT, et surtout les commissions ouvrières inféodées au PCE, désiraient plus ou moins maintenir l'appareil syndical vertical afin de se ménager des positions de force vis à vis de la CNT et de l'UGT. En effet des délégués actuels de l'USO et des Commissions Ouvrières étaient souvent entrés dans les syndicats verticaux; l'UGT et la CNT avaient engagé une campagne pour démasquer cet opportunisme désastreux pour le véritable syndicalisme, et qui correspond bien aux tentatives de tutelle des politiciens sur les syndicats : « Les membres des USO et des CO avaient pris des responsabilités dans les syndicats fascistes et prétendent les conserver en voulant les transformer en syndicats « nouveaux modèles » (1).

La CNT est loin de travailler dans un but de pureté originelle, refusant toute action commune possible avec les autres syndicats ou comités ouvriers. Sa position est au contraire très nette : l'unité d'action avec tous les travailleurs est à l'ordre du jour. Nombre de militants cénétistes avaient même proposé l'alliance franche avec l'UGT; pratiquement la position adoptée est celle de l'unité d'action à la base, dans les entreprises et les usines, la création d'assemblées de délégués ouvriers. Cette position, cette pratique n'a rien à voir avec la participation à la COS, la Coordination des Organisations Syndicales, à laquelle participent l'UGT, l'USO et les CO (2). Cette COS est l'embryon d'un gigantesque étouffement de l'autonomie syndicale, par la formation d'un syndicat appelé « unitaire », qui ne tarderait pas à être soumis à la tutelle des partis de gauche. « La COS n'est que la coordination de la bureaucratie syndicale. Où donc est la COS ? En Catalogne elle n'existe pas, à Valence non plus, ni en Andalousie, ni en Aragon, ni aux Asturies. En fait elle est à Madrid où résident les dirigeants des partis politiques ».

La conception de l'unité diffère donc radicalement entre la CNT et les autres syndicats. D'une part on entend par unité action coordonnée, autonome et solidaire des travailleurs, à la base, sur leurs lieux de travail, d'autre part on prône sous le couvert de son nom l'étouffement des initiatives ouvrières par l'emprise d'un syndicat unique, chapeauté plus ou moins discrètement par les politicards de gauche. L'unité d'action prônée par la CNT a d'ailleurs été largement réclamée au meeting du 27 mars, où apparaissaient, paraît-il même, des banderoles : « Unité CNT-UGT ».

AVENIR PROCHE

Retour au grand jour d'une CNT jeune et intransigeante quand à ses objectifs, donc. Mais gardons-nous de trop pavoiser !

Et nos camarades espagnols en sont certainement conscients : l'exemple portugais est encore frais à nos esprits.

L'enthousiasme était général après le coup d'Etat du 25 avril 1974 au Portugal. Rapidement la CGT portugaise, de tradition syndicaliste révolutionnaire et se réclamant de la Charte d'Amiens, réussissait à ressortir son journal (al Bathala, la Bataille), remplissait des salles de plusieurs milliers de personnes pour ses meetings. Mais les coups de boutoir des partis de gauche et le glissement progressif du pouvoir vers la droite ont vite rabaissé ses « prétentions ». Après des décennies de dictature salazariste, la CGT portugaise n'était pas aussi solide qu'on ne le croyait et l'enthousiasme spontané a dû laisser la place à une action plus construite et réfléchie.

La CNT ne semble pas reproduire cette erreur et quoiqu'affirmant sa spécificité syndicaliste révolutionnaire, ses objectifs d'émancipation ouvrière et de liquidation sociale, elle ne s'est pas coupée des luttes sociales renaissantes, mais les stimulent, les construit, et n'en ressort d'ailleurs que plus solide et plus prépondérante.

BERNARD.

(1) Intervention d'un délégué cénétiste à un meeting parisien le 25 février dernier.

(2) Aux dernières nouvelles, l'UGT s'apprêterait à quitter la COS.

LA RAISON D'ÊTRE DE LA « R.P. » (suite)

On m'accuse de parti-pris. On a raison. Mais on a tort de me croire motivé par des sentiments personnels, alors que je ne veux qu'ouvrir des débats sur la vie et l'orientation de la « RP ». Je suis d'ailleurs un récidiviste. Il y a quarante ans, je pris l'initiative d'une discussion prolongée pendant plusieurs mois, sous le titre *: Pourquoi ce malaise ?* Militant responsable de notre Syndicat National qui avait joué un rôle important dans la formation du *Rassemblement Populaire*, j'éprouvais de sérieuses difficultés morales à concilier mon engagement dans l'organisation dont j'étais le représentant et le propagandiste... non salarié (car je n'ai jamais été permanent syndical) et mon attachement à la RP, où s'exprimaient non seulement des critiques souvent justifiées mais de véritables condamnations de l'expérience préparée en 1935 et dont la réalisation datait des journées de juin 1936 et de l'installation du gouvernement Blum. La guerre civile espagnole, les prodomes de la guerre de 1939, le tragique dilemme entre notre pacifisme et notre volonté de résistance au fascisme et à l'hitlérisme prolongèrent ces difficultés en conflits de devoirs que je revis aujourd'hui encore avec une douloureuse virulence. Jamais cependant, je n'ai envisagé de rompre avec la RP, à cette époque. Et cet examen rétrospectif m'incite à reconnaître le rôle salutaire joué par *Pierre Monatte* et *Maurice Chambelland* dont la présence suffisait pour que la gravité de nos divergences, qu'aucune conciliation ne pouvait apparemment résoudre, n'aboutît pas à la dissolution de l'équipe et surtout à l'altération des tendances fondamentales de la RP, à la mise en question de sa double raison d'être : *l'antistalinisme* et *la renaissance du syndicalisme.*

Il y eut dans la RP, de sa fondation à la guerre, et depuis sa renaissance en 1947 : des controverses nombreuses, qui purent se développer librement, sans aucune intervention des chroniqueurs ordinaires. D'autre part, nous avons toujours ouvert les colonnes de notre revue aux militants ouvriers, révolutionnaires... ou même socialistes, réformistes... profitant aussi librement de notre tribune de discussion. C'est à ce titre que l'on a publié des articles de *Jacques Gallienne.* Loin de m'y opposer, je crois bien avoir été le premier « cuisinier » occasionnel à accueillir un de ses papiers. Que ceux-ci soient fréquents, nombreux, réguliers, mensuels... cela ne me gêne pas ! Que ses idées et jugements s'opposent souvent aux miens... c'est tout à fait normal... et c'est le prolongement d'oppositions vieilles de plus de quarante-cinq ans. Jusqu'en 1933, Gallienne fut membre discipliné du parti stalinien, alors que je fus exclu du parti stalinisé en 1925. Cependant en 1930, au congrès de Marseille de la *Fédération unitaire de l'Enseignement,* de jeunes staliniens de stricte obédience, à l'issue (vers 4 heures du matin) de la séance de clôture, alignés de chaque côté de la porte saluèrent d'injures la sortie des leaders de la Fédération ; communistes devenus hérétiques et militants de haute valeur morale, tels : Louis et Gabrielle *Bouët,* Maurice *Dommanget,* François *Bernard,* Jean *Rollo,* J. *Aulas,* Gilbert *Serret,* etc. En 1930... trois ans avant que *Gallienne* eût quitté le Parti ! De 1933 à 1947 il militait dans les groupes trotskystes qui ne cachaient pas leur mépris pour la RP. Actuellement, et c'est à son honneur, il confirme sa fidélité aux engagements de sa jeunesse et sa sympathie pour *l'opposition communiste révolutionnaire* qui possède des organes beaucoup plus largement diffusés que notre humble revue. Ce n'est pas le méconnaître, encore moins l'injurier que de prendre acte de positions sur lesquelles il se place de propos délibéré.

On m'objecte que la RP ne représente pas, n'a jamais représenté une doctrine rigoureusement fixée. Ce qui exclut naturellement tout droit prioritaire accordé à une orthodoxie quelconque. Il est donc normal que ceux qui comptent parmi les fondateurs de la revue, deux seuls survivants peut-être : Charbit et moi, n'y occupent pas plus de place que ceux qui nous ont rejoints avant et après la guerre. Mais leur fidélité ne mérite-t-elle pas *qu'ils y aient toujours leur place* et qu'on ne puisse leur contester le droit d'y exprimer toujours *ce qu'ils pensent, comme ils le pensent et comme ils veulent l'exprimer ?*

En principe sans doute, la RP ne compte pas de rédacteurs privilégiés. Mais autrefois les chroniqueurs se spécialisaient volontairement. On peut admettre, une chronique faite de notes et d'échos plus ou moins brefs. Mais n'est-ce pas un privilège que de pouvoir par ce moyen toucher à de multiples sujets dont chacun appelle un débat largement contradictoire... alors que les contradicteurs sont paralysés par... l'abondance des matières ?

Ce qui est plus grave c'est de vouloir exprimer son opinion personnelle sur toutes les questions traitées dans la RP. Parce que l'on y dispose d'une chronique régulière, est-on tenu de se prononcer sur des sujets aussi divers que l'affaire du *Parisien Libéré...* ou *la politisation de l'enseignement...* ou même *le cas Soljenitsyne* ? Certes des hommes publics, des candidats à des fonctions publiques, peuvent être invités à répondre à toutes les questions posées sur une actualité où ils jouent un rôle direct et actif. Certes nous sommes habitués à lire, détachée du compte rendu des délibérations gouvernementales, l'opinion primordiale et décisive du Chef de l'Etat, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'éducation des jeunes, de la condition féminine, du chômage, de la culture des pommes de terre ou du port de la cravate. Nous devons cela à De Gaulle, imité par Pompidou hier, par Giscard aujourd'hui, peut-être par Mitterrand demain. Ce n'est pas dans les habitudes de « la RP ». Si l'on est ému, choqué, scandalisé par des papiers parus dans la revue, s'il s'agit d'une orientation particulièrement grave, on peut se soulager dans la rubrique « *Parmi nos lettres* »... ou on peut provoquer l'ouverture d'un débat auquel tous pourront participer *avec des droits égaux.*

Dans la collection de la RP, relisez les « *Carnets du Sauvage* » de Pierre Monatte. En règle générale, notre vieux guide les rédigeait lorsqu'il connaissait le contenu du numéro, afin de dire ce que personne n'avait dit. Et lorsqu'il voulait clore un débat, lui si ferme dans ses convictions et déterminations, trouvait les formules synthétiques et efficaces, qui ne déformaient pas les idées et ne meurtrissaient pas les hommes.

La RP n'a pas de doctrine rigoureusement fixée. Mais elle suit une tendance générale, fondamentale. Elle doit normalement exercer son influence sur un domaine que son fondateur principal : Pierre Monatte, jugeait essentiel. J'ai déjà rappelé que Monatte *n'était pas syndicaliste et ouvriériste, mais syndicaliste parce qu'ouvriériste,* que ses espoirs révolutionnaires se confondaient avec ses espoirs dans un mouvement ouvrier, indépendant et dynamique. Cette pensée dominante a motivé la fondation de *l'Union des Syndicalistes,* dont les principes sont clairement exposés dans le manifeste du 5 octobre 1956 :

« *L'Union des Syndicalistes rassemble les militants ouvriers, salariés et syndiqués, conscients de l'importance déterminante que peut revêtir l'action syndicale pour l'orientation des transformations sociales, et décidés à œuvrer pour que l'organisation, le comportement et les réalisations des syndicats ouvriers interviennent de façon décisive dans la construction d'une société sans classes et sans privilèges.* »

Et ces militants constataient :

« Que la volonté ouvrière s'exprimant sous la forme syndicale n'a de chance de s'imposer, en conservant et sa puissance de combat et l'originalité de ses buts, qu'en demeurant étrangère aux influences du patronat, des partis, des gouvernements et des Etats. »

« Que les syndicats ne peuvent remplir pleinement leurs tâches, défensives, revendicatives ou gestionnaires que si l'esprit de secte, de parti ou de privilège en est banni... »

Est-ce suffisamment net ? Gallienne objecte (RP, mars 1976) :

« Les partis exercent une influence certaine, bien qu'occulte sur les centrales syndicales. Les centrales sont de même nature que les partis et ne valent pas mieux qu'eux. »

Il reconnait là justement le mal que nous avons toujours combattu... non sans succès, hélas ! provisoires. Mais pour lui c'est une évidence logique et même une nécessité. En confondant syndicats et partis dans « *la même nature* », il commet une lourde erreur volontaire... inexplicable, si cela ne conduisait pas à une déduction préalablement conçue...

Syndicats et partis sont des instruments que la Révolution peut utiliser... en préférant naturellement ceux-ci à ceux-là « *qui ne sont armés efficacement que pour une lutte revendicative et non pour une transformation radicale de la Société* » (sic !).

Position logique... qui justifie tout aussi logiquement la subordination de l'indépendance syndicale aux nécessités révolutionnaires... et la mise à l'alignement, *la synchronisation* des syndicats sous des régimes dits révolutionnaires et socialistes... ce qui aboutit tout aussi logiquement à l'interdiction de tout mouvement ouvrier libre... ce qui justifie la condamnation définitive par Lénine de *la spontanéité ouvrière.*

Position logique... qui justifie aussi la nôtre par opposition radicale et irréversible. Que Gallienne et ceux qui pensent comme lui en soient convaincus et formulent à notre égard des jugements sans appel !

Si la révolution qu'ils appellent, implique nécessairement la militarisation, la paralysie, l'interdiction du mouvement ouvrier libre, comme nous le prouvent les expériences soviétique, chinoise, cubaine, vietnamienne, etc., non seulement nous ne la reconnaissons pas, mais nous sommes décidés à la combattre, à contrarier sa préparation, à lui résister après son accomplissement.

Je ne demande pas à Gallienne de renoncer à des idées que je respecte, parce que je ne doute pas de sa sincérité, et qui n'interdisent pas notre accord « circonstanciel », lorsque la propagande révolutionnaire se joint à la revendication ouvrière. Je demande à tous les responsables de la RP de choisir entre deux orientations dominantes... ce qui n'implique pas d'exclure les « partisans »... qui n'ont pas d'autre tribune que celle que nous leur offrons généreusement... mais ce qui impose de laisser la plus grande place à ceux qui demeurent fidèles aux idées de Monatte, de *l'Union des Syndicalistes*, à la première raison d'être de la RP (car la lutte contre le stalinisme ne fut en fin de compte qu'un aspect de l'action pour la Renaissance du syndicalisme) étant bien entendu que *toutes les tendances syndicalistes* y ont droit de cité... même celle de ceux qui ne sont pas actuellement syndiqués, parce que les centrales syndicales bafouent le syndicalisme authentique.

Ces considérations générales... peut-être abstraites... expliquent ce que l'on appelle mon parti-pris... et le terme ne me contrarie pas. En fait nous nous plaçons à des points de vue nettement distincts et tous nos profonds désaccords viennent de là.

Un ami me disait autrefois « *vous m'amusez à la RP avec votre opposition systématique. Que feriez-vous à la place de ceux qui nous gouvernent ?* Je lui répondais que l'hypothèse était pour nous impensable... car nous nous interdisons toute ambition gouvernementale, non par humilité, mais par choix principiel. Nous nous opposons aux gouvernants, non pas pour ce qu'ils *font*, mais pour ce qu'ils *sont*, parce qu'ils gouvernent. Ce que l'on doit nous demander, si l'on veut apprécier notre efficacité c'est : « *que feriez-vous si vous étiez à la place de ceux qui dirigent les syndicats et dont vous critiquez l'action* » ? Pour être ainsi limitée, notre responsabilité détermine des servitudes auxquelles nous n'entendons pas nous soustraire.

Gallienne juge les événements non en gouvernant, mais en partisan politique. C'est ainsi qu'il peut examiner avec une sympathie nuancée et discrète des initiatives « gaulliennes »... et les perspectives de l'euro-communisme. Parce que syndicalistes libertaires, nous sommes foncièrement hostiles aussi bien au gaullisme qu'à l'euro-communisme, et nous n'éprouvons aucun désir d'évaluer l'efficacité de la diplomatie de nos gouvernants actuels et de la propagande électorale des gouvernants éventuels de demain. Que Giscard joue entre Carter et Brejnev ! que Marchais adhère à l'Europe de... Michel Debré ! cela n'influence en rien nos prises de position. Ce que nous décelons chez les uns et les autres... c'est un nationalisme offensant la solidarité ouvrière internationale. Et lorsque les contestataires d'URSS ou d'ailleurs peuvent être entendus, nous n'avons qu'un seul devoir : celui de monter des haut-parleurs, de provoquer, par tous les moyens possibles, l'audition universelle de toutes les victimes, sans faire de l'exégèse sur leurs idées, sans critiquer l'inconvenance des cris et des gestes de martyrs... dont les souffrances ne peuvent que nous inspirer honte et révolte. Il faut que « *cela gueule* » disait Monatte, lorsque nous avions à présenter les témoignages des premiers survivants du Goulag.

On n'a pas le droit d'être objectifs, lorsque monte jusqu'à nous le tragique appel des camps, des *prisons*, des *hospices* et des *fosses communes.*

C'est encore un partisan politique qui veut apprécier les initiatives de Carter. Car on néglige toujours l'essentiel. C'est que ce n'est pas l'élection de Carter qui change la politique américaine.

C'est l'opinion publique américaine, ce sont les réactions des libéraux et des syndicalistes américains qui ont déterminé l'élection de Carter et qui lui imposent au moins dans le temps présent *des initiatives* pour la défense des Droits de l'Homme. On lui conteste le droit de critiquer le régime de Cuba. Pourquoi ?

Il est pour moi impensable que l'on puisse encore soutenir Fidel Castro au nom du socialisme et de la Révolution.

Et ce qui me parait à moi particulièrement scandaleux, c'est que l'on tente de déshonorer les proscrits cubains en les assimilant à des agents stipendiés de la CIA, ou des polices réactionnaires, à d'immondes tueurs à gages. Que dans les milieux d'émigrés, puissent se glisser des agents plus ou moins secrets, capables de provocations et de crimes... c'est, hélas ! un phénomène historique dont on retrouve des manifestations dans tous les temps et tous les lieux, chaque fois que se groupent sur un sol étranger des ennemis d'un régime dictatorial. Ce qui n'est pas discutable, c'est que la répression castriste a frappé et frappe encore ceux qui comptèrent parmi les plus courageux artisans de la Révolution de juillet 1959.

Un ami me signale le cas d'Hubert Matos... « *symbole même des combattants non communistes contre la dictature du Batista* » en prison depuis de longues années, alors que rien ne peut lui être reproché, sinon d'avoir protesté contre la remise en selle des communistes qui avaient condamné la « guérilla castriste » et participé à des opérations politiques de Batista. Lors du voyage de Castro au Chili, Allende ayant posé le problème de la libération de Hubert Matos, provoqua un accès de rage du « Jèfe Maximo » cubain.

C'est en septembre 1960 que la RP publiait des extraits de lettres de militants ouvriers cubains dénonçant la « stalinisation » des directions syndicales, et signalant une campagne agressive contre les Etats-Unis se développant sur un terrain dangereux et prouvant l'influence déterminante des communistes. Cela bien antérieurement au blocus américain qui n'a jamais coupé Cuba du reste du monde. Nous avons déjà éclairé cette affaire en publiant sur les motifs et les mobiles de la rupture entre Cuba et les USA des révélations qui n'ont jamais été contestées. Faut-il ajouter que la chute de Batista fut facilitée par des articles publiés en 1957 dans « *le New York Times* » qui lancèrent Fidel Castro et lui valurent des soutiens de tous genres, et surtout des aides financières.

En fait, le blocus américain sert d'alibi commode pour détourner l'attention des échecs successifs et catastrophiques de Castro, qu'il n'a d'ailleurs pas niés et qui ont été constatés par des amis de la révolution cubaine, tels Karol et Dumont, aux témoignages d'autant plus accablants. La démocratie est sans doute une invention petite bourgeoise... qui cependant éclairait toutes les proclamations castristes, en juillet 1959. C'est seulement *le 17 décembre 1975* que fut réuni après une préparation à la mode stalinienne le *premier* congrès du parti communiste cubain... parti unique, qui devait décider de la convocation un an plus tard (*soit 17 ans* après la Révolution), d'une Assemblée Nationale... dont on n'a plus entendu parler (la préparation ne doit pas être achevée).

Un journaliste photographe communiste Pierre *Golendorf*, parti à Cuba avec enthousiasme, en 1967, fut condamné à dix ans de prison par les autorités cubaines pour activité d'espionnage au service de la CIA. Libéré, il publie un livre « *Sept ans à Cuba* ». *38 mois dans les prisons de Fidel Castro*. Nous ne connaissons rien de son affaire. Mais nous pouvons enregistrer les déclarations qu'il fit au *Droit de Vivre*, en février 1977.

D'abord pour affirmer son innocence et préciser qu'il fut à peine question de l'accusation d'espionnage au cours de son procès. Il fut condamné, d'après lui, à cause de... sa curiosité de professionnel et de partisan, jugée dangereuse.

Mais voici sa définition du castrisme :

Je pense qu'on peut définir le régime cubain actuel, avant tout autre chose comme un régime de pouvoir personnel, absolutiste. En réalité, les structures existantes, qui sont peu nombreuses, ne fonctionnent pratiquement pas. Le maître de la situation est Fidel Castro, l'homme qui décide de tout, qui ne veut jamais connaitre l'avis ni les conseils d'un autre et qui refuse toute direction collective. Un homme qui décide seul, de tout, et avec un minimum d'information et parfois même à l'encontre de l'opinion des techniciens.

Je pense que ce pays, attaché économiquement et politiquement au Comecon, va dans la même direction que les autres pays du bloc socialiste et je ne vois pas d'amélioration sensible à court terme.

Il est vrai que l'URSS soutient « *à bout de bras, depuis des années l'économie cubaine... et qu'elle entend bien être remboursée, en monnaie politique, diplomatique et pourquoi pas militaire* (Dominique Dhombres, *le Monde* du 7-4-1977).

Ce qui veut dire que Cuba à défaut d'autres marchandises exporte des mercenaires partout où sont engagés des intérêts soviétiques.

Moscou, pour ce service verserait au régime Castro une subvention de l'ordre de deux millions de dollars par jour.

Il est vrai qu'au nom du mythe révolutionnaire, Gallienne peut approuver cette mobilisation d'instruments humains employés contre l'impérialisme... évidemment et exclusivement américain. Dans ses notes sur la peine de mort... qu'il condamne comme nous dans la répression des crimes de droit commun, mais dont il semble justifier la nécessité politique en période révolutionnaire il écrivait (RP, février 1977) : « *Si les camarades gauchistes arrivaient au pouvoir à la suite d'une révolution victorieuse, ils seraient sans doute obligés comme les révolutionnaires français en 1793, comme les révolutionnaires russes à partir de 1917* (et encore, soixante ans plus tard, RH) *d'appliquer cette peine de mort à des hommes dont le seul crime serait de ne pas penser comme eux et d'agir en conséquence. S'ils hésitaient à le faire, ils mineraient la révolution à l'échec...* Ainsi le succès de la Révolution, telle que la veut Gallienne, serait conditionné par la liquidation physique de ceux qui ne pensent pas comme les chefs de la Révolution.

Cet aveu explicite honore encore notre camarade. Mais il élargit encore le fossé qui nous sépare. Nous aurions beaucoup à dire sur le terrorisme, sur le jacobinisme... étudiés dans leur contexte historique... et peut-être à préciser que comprendre les nécessités révolutionnaires, c'est mieux que les expliquer, ce n'est pas les justifier. Mais dans le numéro de la RP consacré en 1960 à Pierre Monatte que nous venions de perdre, j'avais consacré mon papier, douloureusement conçu et composé à *l'humanisme ouvrier de Pierre Monatte.*

Je ne puis accepter, sans réagir, que cette haute ambition morale soit méprisée dans la revue qui porte son nom et s'inspirait jusque-là de son esprit.

Roger HAGNAUER.

A TRAVERS LES LIVRES

LES AVENTURES SINGULIERES DU SOLDAT IVAN TCHONKINE

de Vladimir VOINOVITCH

(Traduit du russe aux Editions du Seuil)

L'humour est une arme, le plus souvent défensive, quelquefois offensive. C'est le cas de ce livre dont la lecture doit être vivement recommandée. S'attaquer en URSS, et vivant en URSS, aux tabous de la société dite soviétique, y compris le plus sacré, celui de la « Grande Guerre Patriotique », il faut le faire, comme l'on dit aujourd'hui chez nous. C'est ce que fait Vladimir Voïnovitch, né en 1932, armé seulement, mais bien armé, d'un humour corrosif. Il faut le lire. « De quoi se marrer », dirait-on, avec ce fond d'amertume que tout révolutionnaire remue en lisant ces ouvrages d'hommes jeunes qui ont vécu les réalités russes pendant que nous en dissertions.

Vous connaissez tous probablement « le brave soldat Chveïk » héros de la littérature tchèque du temps de l'empire autrichien. Il nous est familier. Il joue au con, si vous m'autorisez cet écart de langage, mais dieu sait qu'il ne l'est pas ! Pour trouver son analogue en France, on peut imaginer que c'est le genre de gars qui, lesté de son ordre de route pour Lille, s'en va délibérément à la gare de Lyon prendre le train pour Marseille ! Bien entendu, quand, arrêté dans une gare quelconque du parcours, on lui demande : « Où allez-vous ? », il répond imperturbablement : « Je vais à Lille ! » Rien de plus pernicieux que ces gars-là.

Tchonkine a-t-il de la parenté avec Chveïk ? L'auteur nous le présente plutôt pour un con, un vrai cette fois. Mais, bien au fond, est-il vraiment con ? Ou bien réussit-il ce tour de force d'être un Chveïk au deuxième degré ? Lisez le bouquin pour vous faire une opinion.

Après des aventures bouffonnes où Tchonkine passe successivement, et plusieurs fois de suite quand ce n'est pas en même temps, pour un déserteur ou pour un héros, il finit quand même — il le faut bien, hélas ! — par être vaincu par l'Institution. Mais qu'est-ce que l'Institution ? Encore une fois, lisez le livre, vous le saurez et vous passerez quand même un bon moment.

R. G.

L'ARCHITECTE, LE PRINCE ET LA DEMOCRATIE

de Michel RAGON (chez Albin Michel)

Nous avons notre routine, nous aussi, ce que notre regretté Alexandre Croix appelait notre « ron-ron ». Nous en oublions parfois des formes de la lutte sociale autres que celles qui sont de tradition dans le mouvement syndical. Nous avons pris du retard par rapport à la bataille écologiste pour la défense du milieu humain. Plus encore, nous ne nous sommes pas assez intéressés aux « luttes urbaines » pour la défense populaire et la création nouvelle dans un domaine qui a toujours été l'un des plus grands besoins du peuple (ou plutôt des peuples différents) : la maison, le toit, l'habitation.

L'ouvrage de Michel Ragon vient à point pour attirer et retenir notre attention sur les « luttes urbaines » internationales, forme actuelle de la révolte des peuples, plus particulièrement des populations pauvres, contre une architecture qui veut leur « apprendre à habiter » au lieu de leur donner les moyens, intellectuels et techniques, de construire la maison qui leur convient.

Vers la démocratisation de l'architecture, tel est le chemin difficile que nous ouvre Michel Ragon puissamment outillé d'expériences exemplaires qu'il distingue, dans tous les pays, de cet habitat « fonctionnaliste », ces casernes et ces tours que nous trouvons aujourd'hui à la périphérie de toutes les agglomérations urbaines, quelle que soit leur situation. Non pas unité, mais uniformité.

Ragon nous fait d'abord remarquer que, jusqu'à nos jours, l'architecte a toujours été au service du Prince. Il a construit par et pour le Prince. L'architecture a été, et reste encore, l'art de la classe dominante. C'est ce qui peut expliquer que les révoltes populaires aient souveut dirigé leur colère contre les monuments à la gloire des princes, contre les palais des princes.

Il y a eu une première prise de conscience, un premier « songe démocratique » des architectes, les poussant à se mettre à travailler pour le peuple, mais sans le peuple. Le Corbusier est le type talentueux de ces bâtisseurs qui concevaient une habitation rationnelle pour le peuple que celui-ci devait apprendre à habiter rationnellement. A lui de se mouler dans une belle « machine à habiter ». Il en a surgi, même contre les espoirs des pionniers, cette architecture industrialisée dite « fonctionnaliste ». Devant elle, Michel Ragon se plaît à regretter « l'utopie pavillonnaire et jardinière ». Il y retrouve les données permanentes des besoins réels que l'homme ressent pour sa maison. Il va même en chercher et il en trouve dans l'anarchie, le spontanéisme des bidonvilles.

La classe dominante, les princes, ont vite appris à « récupérer » les mouvements de rénovation urbaine. Cette « rénovation » a surtout consisté à détruire des quartiers populaires (non pas à rénover), à chasser les habitants des vieux quartiers vers les banlieues où les attendent « les cages à poules », à déprolétariser la ville. Mais il y a eu à Bologne une vraie rénovation populaire, et, contre la politique des nouveaux princes et de leurs architectes standardisés, des luttes urbaines se sont développées partout, près de chez nous à Bruxelles notamment, en Amérique latine aussi où de véritables contre-villes se sont bâties vaille que vaille, malgré les répressions et même les fusillades. Elles tendent à l'autogestion de ces groupements suburbains et même à l'autoconstruction.

C'est alors qu'un deuxième songe démocratique a commencé de hanter certains architectes dont Ragon nous fait faire une connaissance qui nous manquait. Ils ont admis une « abdication nécessaire de l'architecte devant l'habitant ».Ils sont allés jusqu'à admettre que « les ignorants savent plus qu'on ne croit et les faux-savants moins qu'on ne pense ». Ils acceptent de collaborer avec des architectes amateurs, de former des « architectes aux pieds nus par analogie avec les « médecins » chinois du même nom. Ils réhabilitent certaines constructions locales traditionnelles ; ils refusent pour l'architecture du monde pauvre « la camisole de force du développement ».

Les associations d'usagers, les comités de quartier dont Ragon nous montre la prolifération, réussiront-ils à donner à ces novateurs, qui veulent construire pour les gens et avec les gens, la base populaire dont ils ont besoin ? La question est posée, comme elle ne l'avait jamais été aussi clairement pour nous, dans le livre de Michel Ragon. Même après l'avoir lu, je ne me hasarderai pas à répondre par l'affirmative. Je suis moins optimiste que lui. Ce n'est pas amoindrir son œuvre que de dire que ses conclusions sont utopistes. L'utopie, aussi, est créatrice. L'architecture au service des princes a su donner à l'humanité des chefs-d'œuvre. Nous sommes, comme le propose Ragon, pour un syndicalisme de l'habitat. Nous attendons ses chefs-d'œuvre.

R. G.

ENTRE-NOUS

Nous avons lu avec beaucoup d'attention vos critiques concernant le dernier numéro, critiques que nous attendions avec une certaine appréhension.

Dans leur très grande majorité, vos lettres ont été encourageantes ; vous nous avez dit votre satisfaction : certains même leur enthousiasme.

Bon ! C'est bien ! La relève est prête à continuer dans la voie qu'elle s'est tracée. Mais pour continuer il nous faut des jeunes ! Nous savons qu'à la RP tous les camarades sont jeunes d'esprit, mais malheureusement cela ne suffit pas. De plus, chaque mois, nous voyons beaucoup d'abonnés disparaître, arrivés au terme du voyage. Ceci est grave, très grave, car le nombre des abonnés nouveaux ne compense pas celui des disparus ; il est bien souvent inférieur.

Alors que faire ? Y a-t-il une solution ?

Il y en a une, que nous avons essayé de vous suggérer dans le dernier numéro : malheureusement sans résultat.

Alors ! parlons net. Si, jusqu'à aujourd'hui, beaucoup de copains se sont dévoués, ce n'est pas pour voir la revue mourir, faute d'abonnés, faute de nouveaux camarades. Mais bien au contraire, pour voir la RP et, par là, l'idée du syndicalisme qu'elle représente, vivre et devenir plus forte que jamais.

Abandonner ce serait donner une victoire trop facile à la droite et aux partis politiques.

Tout le monde, nous en avons la certitude, en est convaincu. Que faire ? Il faut absolument rajeunir, renouveler nos abonnés, augmenter le nombre. Pour cela il y a deux solutions :

- *La première, c'est de payer au moins un abonnement à un jeune copain. Nous préférons même ce procédé à la souscription de soutien. Il s'agit que chaque abonné le fasse.*
- *Deuxièmement, il nous faut des listes de camarades qui pourraient éventuellement s'abonner. Nous serions prêts à leur envoyer des numéros gratuitement.*

Voilà ! c'est tout simple et pourtant c'est le sort de la RP qui en dépend. Soyez persuadés que nous détestons toujours parler argent. Mais aujourd'hui, nous sommes pris à la gorge et seules votre générosité et votre propagande active pour la RP pourra faire vivre la revue. De l'argent, nous n'en n'avons jamais eu beaucoup et nous savons très bien que votre générosité est inlassable. Mais ceci ne suffit pas ; il nous faut des jeunes et nos problèmes financiers deviendront moins aigus.

LE GRAND SUICIDE DE L'HUMANITÉ

LES CENTRALES NUCLÉAIRES (3)

La technocratie en marche

Pierre Samuel dans le livre de Claude-Marie Vadrot « Le nucléaire en question » fait une excellente vulgarisation du problème que nous posent les centrales nucléaires, et nous allons puiser largement dans ce livre simple et intelligent dont nous recommandons chaleureusement la lecture à nos camarades. (Les cahiers de l'écologie, Editions Entente.)

M. Robin, haut fonctionnaire de l'EDF, dans une conférence faite à Bordeaux le 12 mars 1972, nous dit : « Nous entrons tous, que cela nous fasse plaisir ou non, du point de vue de l'esprit dans un monde où nous comprendrons de plus en plus difficilement ce qui se passe dans les grandes installations industrielles, qui nous apparaîtront *fermées à nos regards*, et parfois à notre intelligence. Eh bien, *il faudra l'accepter !* » O sainte technocratie, priez pour nous... c'est clair : nous, c'est-à-dire le public, nous devons renoncer à savoir, il faut faire aveuglément confiance aux techniciens, aux décideurs, à ceux qui prennent la responsabilité d'édifier ces sources de mort : s'ils le décident, ces grands messieurs, c'est pour notre bien : interdit de nous en mêler. D'ailleurs, de toute façon, nous n'y comprendrions rien !

Malheureusement pour l'EDF des chercheurs, célèbres et inconnus, des Prix Nobel de physique, des spécialistes de la physique nucléaire, des ingénieurs, des techniciens qui ont travaillé pendant des années au système de de sécurité des centrales, etc. Eblouissante pour qui attache de l'importance aux titres universitaires, la liste est longue des techniciens compétents, et avertis, qui nous avertissent ; qui nous crient attention ! le danger est réel, le danger est très grand ! Par des ouvrages de vulgarisation, ils nous donnent, à nous, ignorants en physique, et en technique nucléaire, des renseignements simples et précis, d'où nous tirons notre conviction qu'il faut lutter sans cesse, contre les centrales nucléaires. Non seulement obtenir un moratoire : un arrêt des nouvelles constructions, mais encore tuer les projets dans l'œuf plus encore, arrêter toutes les centrales en fonctionnement. Et surtout, empêcher la construction de surgénérateur, ou surrégénérateur, ou réacteur à neutrons rapides. Quel que soit le nom que l'on donne à cette entreprise suicidaire qui utilise dans un seul réacteur des tonnes de plutonium comme combustible, et du sodium fondu (que le contact avec l'air suffit à enflammer !) comme fluide réfrigérant.

A Creys-Malville où des camarades courageux ont déjà manifesté l'été dernier, doit se construire un surgénérateur ; rendez-vous est pris pour le 30 juillet de cette année. Ce n'est qu'un début : continuons le combat !

Le prix de l'électricité nucléaire

Le groupe écologique qui rédige ces articles est, en grande majorité, de formation économique. C'est volontairement, et, en dehors de leurs études au Lycée, que ces six jeunes se sont mis à étudier les centrales, leur fonctionnement, les luxueuses brochures de l'EDF, les arguments des antinucléaires ; maintenant trois dans la vie active et trois étudiants : ils sont des militants antinucléaires, des militants de l'éco-politique. Ce n'est pas un hasard si, ces six jeunes et Yvette, tous de formation économique, n'ont pas traité le point de vue de la rentabilité ; le point de vue du prix du kilowatt d'électricité nucléaire ; le prix de l'investissement comparé à celui de la production.

De solides notions d'économie nous ont appris que la monnaie n'a que la valeur qu'on lui donne ; que l'on manipule avec facilité les prix et les coûts. Et, enfin, nous pensons que la démonstration du prix plus ou moins grand du kilowatt nucléaire est parfaitement superflue, puisque physiquement le danger de mort provient du plutonium, et que les centrales en fabriquent !

Le dernier mensonge en cours

Le CEA, commissariat à l'énergie atomique, se vante d'avoir trouvé la solution au problème de la dissémination de l'arme nucléaire : nos techniciens ont trouvé un procédé de l'enrichissement de l'uranium qui peut donner le combustible de nos centrales ; mais ne permet pas de l'enrichir au point de faire une bombe atomique. Pour faire fonctionner les centrales actuelles (technique américaine) il faut, comme combustible, de l'uranium enrichi. O ! indépendance énergétique française ! nous sommes obligés de l'acheter, pour le moment aux USA. Nos techniciens ont trouvé le moyen d'enrichir l'uranium par un procédé tel qu'il donnera le combustible nécessaire, mais sera trop peu enrichi pour faire une bombe atomique. On est confondu, écrasé, devant l'audace d'un tel mensonge ! Plus d'uranium enrichi pour faire des bombes, oui, mais on pourra toujours faire des bombes au plutonium. Ces bombes même dont les centrales fabriquent la matière première !

La gaffe

A notre propre télévision — pourtant très nucléaire — l'aveu a échappé au technicien qui expliquait la grande découverte qui doit dégager notre responsabilité de marchand de centrales. Nous ne livrerons pas, en même temps que nos centrales une possibilité de faire une bombe à l'uranium type « Hiroshima ». Gaffe du journaliste de TF 1 ; « Et le plutonium ? ». Réponse : « Ne me dites pas, parce que nous avons résolu 50 % du problème que nous n'avons rien fait. »

Mais si, nous le dirons, nous le crierons : jusqu'à ce que nous soyons entendu ! Grâce à la technique française, on ne fera pas de bombe atomique à l'uranium ; mais justement : *c'est au plutonium* que la France, l'Inde, etc., font leurs bombes atomiques. On ne fera pas d'Hiroshima : cela est réservé aux pays riches et puissants comme les USA ; on fera des « Nagasaki » ! De toute façon, les petits pays qui veulent des centrales s'en contenteront. Les 50 % restants laissent le problème entier.

Notre grand suicideur en chef : M. Leprince-Ringuet, déclare que les piles solaires, fonctionnent parfaitement, elles sont parfaitement au point, ne polluent pas, mais tenez-vous bien, dans l'état actuel des choses, elles donneraient de l'électricité trois fois plus chère que celle donnée, aujourd'hui, par l'EDF. Ces chiffres pourraient se discuter, surtout le prix du kilowatt nucléaire, mais qu'importe ! C'est extraordinaire ! Créer un risque de tuer toute l'humanité dans une guerre nucléaire, faire une pollution incroyablement dangereuse : pour « payer » moins cher d'électricité ! Tuons la mer, tuons les fleuves, tuons la vie : comme nos cadavres seront heureux : ils payeront moins cher leur électricité.

Cela reste d'ailleurs à prouver, que le kilowatt nucléaire soit bon marché. L'EDF dans ses calculs ne tient pas compte de toutes les pannes, suppose pendant des années des rendements rarement atteints sur d'aussi longue période, et attribue aussi à ses centrales, une longévité qu'elles n'ont pas en ce moment (Chinon I a fonctionné 10 ans). Tout cela fausse bien les calculs.

Et les déchets, ces éternels et si dangereux déchets ? Rien que le coût des efforts que nous ferons pour délivrer l'humanité de ce cauchemar représentera de nouveau combien de milliards ? Et l'énergie dépensée pour cette élimination dépassera de combien le peu d'électricité produite ?

A nous les paris les plus stupides !

Nous autres Français, nous avons de quoi nous enorgueillir. Non seulement nous sommes parmi les premiers, en bon rang, pour la vente des machines à tuer, non seulement nous donnons à des régimes totalitaires les moyens de fabriquer des bombes atomiques ; mais encore nous (?) choisissons avec une audace irresponsable les solutions les plus dangereuses pour notre propre industrie nucléaire.

Car l'Angleterre aussi, a ses centrales atomiques, mais, après un débat sérieux à la Chambre des Communes, elle a refusé ces centrales PWR que nous allons construire au rythme de 4 à 6 tranches par an. Pourquoi l'Angleterre a-t-elle refusé ces juteux bénéfices à ses amis américains ? *Parce qu'elles sont trop dangereuses !*

Quant aux surgénérateurs, les habitants des USA ont réussi à arrêter leur construction sur leur terre. Pourquoi ? *Parce que c'est trop dangereux !* Et nous (?) allons en construire ; si les citoyens de ce pays ne se révoltent pas contre cette incroyable folie !

Société nucléaire : société policière

Cette révolte les gouvernements la sentent monter et la craignent. Les pacifiques et doux non violents, si nombreux parmi nous, effraient les pouvoirs publics. Ce qui est en cause ce ne sont pas des mégawatts produits ou non par les centrales : c'est toute une société en route vers l'électro-fascisme.

En effet :

1) Les centrales sont fragiles.
2) Le plutonium est la matière première de la bombe atomique.

LES CENTRALES SONT FRAGILES

Un ingénieur thermicien, spécialiste de centrale au charbon nous dit un jour : « On peut inventer, on invente, des machines perfectionnées, très élaborées, qui font des performances étonnantes ; que nous n'aurions jamais imaginées il y a vingt ans, mais on ne fait pas, on ne fera jamais de machine-sans-pannes. »

Les réacteurs nucléaires ont des pannes — nombreuses. Mais l'EDF les nie, les minimise, les cache si elle peut.

Top secret

Il est clair que, si les pannes sont nombreuses, si les incidents se multiplient, tout le monde s'apercevra :

- que le kilowatt nucléaire coûte bien plus cher que le prix affiché par l'EDF ;
- que ces machines sont fragiles ; que de pannes en incidents : des accidents graves sont possibles. Alors les citoyens risquent d'ouvrir les yeux, ils se rendront compte de la nécessité de stopper cette industrie.

L'Etat-gendarme (comme disent si gentiment les capitalistes) doit donc protéger très attentivement ces centrales. Il faut contrôler tous les êtres humains par une police très stricte : ceux qui y travaillent d'abord, puis, ceux qui habitent autour d'elle, ceux qui passeront par là...

En Bretagne, la menace des autonomistes a amené une garde de CRS nuit et jour.

Et en 1985 s'il y a 42 centrales ? Combien de compagnies de CRS faudra-t-il ?

« Si un accident grave se produit, dit Pierre Samuel, que se passera-t-il ? Faudra-t-il arrêter toutes les centrales pour ne pas provoquer d'autres morts, ou tirer sur la foule qui réclamera l'arrêt des centrales ? »

Société nucléaire : société militaire

Garde et fouille autour des centrales... A la fin du siècle, si les projets se réalisent 170 réacteurs concentrés principalement dans la vallée du Rhône, l'Alsace et la côte Nord-Ouest. En Bretagne la menace des autonomistes a amené une garde de CRS nuit et jour. Et au fur et à mesure qu'elles se multiplieront, combien faudra-t-il de CRS ?

Surveiller les centrales, et le plutonium qui se promène, et les « châteaux » qui contiennent les déchets, et les usines de retraitement : que d'endroits, que de gens à surveiller de près ! Bien que nombreuse notre police n'y suffira pas : il y faudra l'armée.

Le nucléaire suppose une société centralisée, hiérarchisée, militarisée : le nom seul de « centrales » évoque bien la société qu'on construit avec elles ; qu'on nous imposera avec elles, à cause d'elles (et sous prétexte de sécurité). Aldous Huxley l'annonçait déjà dans sa seconde édition du « Meilleur des mondes ». L'adaptation au nucléaire sera « loin de se faire sans douleur » elle sera « dirigée par des gouvernements totalitaires éminemment centralisés ».

Les antinucléaires ont les honneurs de la police comme des criminels dangereux cela n'étonnera pas les camarades de la RP. Surveillance et fichage par le ministère de l'Intérieur et les Renseignements généraux ; et par la *sécurité militaire !* Ce qui prouve, *s'il en était besoin, que l'énergie nucléaire n'est pas si pacifique !*

Sur le Rhin, Suisses, Français et Allemands luttent côte à côte fraternellement. Les Allemands, qui sont orfèvres en la matière : rappelons qu'un million et demi d'Allemands ont « inauguré » les camps de concentration nazis : des Allemands luttent avec un rare courage contre la construction des centrales, notamment le 20 mars dernier, à Grohnde. En première page de la « Gueule Ouverte » on pouvait les voir se battre contre leur police (que nos CRS paraissent doux comparés aux leurs). Cette manifestation a été projetée sur notre télé suivie d'une brève interview : un vieux professeur allemand nous expliquait : « Ce n'est pas tellement le danger de la radio-activité, mais la société qu'engendrent les centrales que nous refusons. »

YVETTE.

CEUX QUI S'EN VONT
Henri VIDALENCHE

Il faut avoir été « de l'enseignement », de la minorité révolutionnaire de l'enseignement, avoir pris part aux luttes syndicales qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, à celles qui l'ont suivie pour avoir connu Henri Vidalenche. C'était un militant du Lyonnais, un de ces types d'instituteurs militants, exemplaires à la fois dans leur métier et la façon de le faire et dans l'activité syndicaliste. Il était de « l'Ecole Emancipée », un de ses leaders sur le plan national, un des rédacteurs de l'Histoire de la Fédération de l'Enseignement, une évocation qui ne peut qu'émouvoir ceux qui ont connu ce milieu ardent et désintéressé.

Henri Vidalenche est mort le 23 février dernier. C'est le plus grand hommage qu'on puisse lui rendre qu'en parlant de lui et en saluant sa mémoire, on voit revivre avec émotion tous ces militants que l'école du peuple a donnés à la classe ouvrière. Il avait pris sa place parmi ceux-là. Ceux qui l'ont connu de près disent que c'était « un bon copain ».

Nous ajoutons ici qu'il était un vieil et fidèle abonné de notre revue et, au nom de la « RP » nous saluons ses proches, parents et amis ; nous mesurons la perte qu'ils ont subie.

LES FAITS DU MOIS

MOIS D'AVRIL 1977

VENDREDI 1er. — En France, le second gouvernement Barre, composé de quinze ministres, est complété par la nomination de vingt-cinq secrétaires d'Etat.

SAMEDI 2. — Le président Giscard reçoit successivement M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat des USA, retour d'URSS et le président égyptien Sadate.
— A Addis-Abeba, six « responsables de quartier » sont fusillés publiquement.
— En Espagne, le gouvernement supprime le secrétariat général du Mouvement, institution importante du franquisme.

LUNDI 4. — Grève des 2.200 travailleurs de la General Motors France, à Gennevilliers.
— A Thionville, manifestation des ouvriers avec la population contre la suppression de 3.000 emplois à l'usine sidérurgique d'Usinor.
— Le président égyptien Sadate en visite officielle à Washington.

MARDI 5. — A Naples, enlèvement du fils du leader socialiste De Martino.

MERCREDI 6. — Le gouvernement Barre retarde d'un an l'application de la loi sur la plus-value des valeurs mobilières. La Bourse réagit aussitôt vers la hausse.
— A Moscou, le leader cubain Fidel Castro rencontre le leader palestinien Arafat.
— Déclaration officielle du gouvernement des USA sur l'éventualité de la « domination » dans certains gouvernements de l'Europe occidentale de partis « dont les idées et les pratiques sont étrangères aux principes démocratiques ».

JEUPDI 7. — A Karlsruhe, le procureur général de la République Fédérale d'Allemagne est assassiné.
— Les combats ont repris dans le Sud-Liban entre les forces palestiniennes et chrétiennes.
— Au Tchad, neuf militaires ont été exécutés comme « auteurs » d'une rébellion contre le gouvernement.

VENDREDI 8. — Le président Carter annonce que les USA ajournent leur programme de retraitement des combustibles nucléaires et de surgénérateurs.
— En Israël, le premier ministre Rabin démissionne et se retire de la vie politique à la suite d'une affaire de compte bancaire à son nom aux USA.

SAMEDI 9. — Le gouvernement marocain envoie un contingent de soutien au Zaïre ; la France livre des avions Transall au Maroc pour le transport de matériel ; la Chine annonce qu'elle fournira une « aide spéciale ».
— Le PC espagnol est légalisé.

LUNDI 11. — La crise de la sidérurgie française s'aiguise avec l'annonce par le patronat de la suppression de 16.000 emplois avant 1979, dont 12.500 en Lorraine.
— Shimon Peres remplace Rabin à la tête du parti travailliste israélien ; il sera premier ministre si son parti l'emporte aux élections de mai.
— Mort du poète et scénariste Jacques Prévert.

MERCREDI 13. — Le président de Fiat-France est enlevé à Paris devant son domicile.

JEUDI 14. — A Thionville, opération « ville morte » en protestation contre la fermeture de l'établissement sidérurgique d'Usinor.

VENDREDI 15. — Les chefs de l'armée espagnole manifestent leur opposition à la légalisation du parti communiste ; deux ministres militaires démissionnent.

SAMEDI 16. — Affrontements sanglants au Pakistan ; l'opposition conteste la validité des élections de mars.

DIMANCHE 17. — Dans une interview radiodiffusée, Georges Marchais, secrétaire général du PCF, déclare que les communistes français « pourraient » accepter l'élection du parlement européen au suffrage universel.

MARDI 19. — Débat à l'Assemblée Nationale sur la crise de la sidérurigie française et les licenciements qu'elle entraîne.
— Le président Carter présente un plan sévère d'économie d'énergie aux USA.

MERCREDI 20. — Le président Giscard est à la conférence franco-africaine de Dakar.

JEUDI 21. — Les patrons de la sidérurgie française présentent aux représentants des syndicats ouvriers leur plan de « restructuration » de cette industrie.
— Une commission des droits de l'homme à Paris, un conseil supérieur péroniste à Rome, dénoncent la tyrannie en République Argentine et le génocide qui s'y perpétue.

VENDREDI 22. — Violents affrontements entre les étudiants de Rome et les forces de police ; un policier est tué, une journaliste américaine est blessée. Les manifestations sont interdites et la police reçoit permission de tirer.
— Au Pakistan, le président Bhutto décrète la loi martiale dans les trois principales villes du pays.

SAMEDI 23. — En Mer du Nord, à 300 km des côtes de Norvège, une plate-forme pétrolière explose : le pétrole se répand dans la mer à raison de 4.000 tonnes par jour.
— A Grenoble, une charge explosive ravage la nouvelle Bourse du Travail.
— En Erythrée, le soulèvement se développe contre le gouvernement militaire d'Addis-Abeba.

LUNDI 25. — Visite officielle à Paris de Pham Van Dong, premier ministre du Vietnam.
— Au Portugal, troisième anniversaire de la chute de la dictature : fête et manifestations politiques diverses.

MARDI 26. — Devant l'Assemblée Nationale, le premier ministre Barre présente un nouveau programme pour douze mois.

JEUDI 28. — En France, grève dans les services publics, y compris les chemins de fer.

SAMEDI 30. — L'éruption de pétrole survenue dans la mer du Nord à la suite de la détérioriation d'une plate-forme de forage, est stoppée.
— En Ethiopie, massacre d'étudiants contestataires par les forces armées ; plusieurs centaines de morts.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS D'AVRIL 1977

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.128	
Abonnements de soutien	1.315	
		2.443
Souscription		495
Vente au numéro		24
Total des recettes		2.962
En caisse au 1-4-77		6.853,37
		9.815,37

DEPENSES

Acompte versé à l'imprimerie pour le numéro de février	5.000
En caisse 30-4-77	4.815,37
	9.815,37

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Y. Deler (33), 75 ; Buissonnier (94), 100 ; Chevance (22), 70 ; Dreux (06), 100 ; Chaniac (69), 100 ; P. Mader (93), 150 ; R. Calvel (75013), 70 ; Bénistant (72), 100 ; G. Bide (44), 100 ; Bettendroffer (93), 100 ; Organde (38), 100 ; Mme N. Gérodolle (33), 100 ; Guénec (06), 150. — Total : 1.315.

SOUSCRIPTION

Odin (69), 10 ; Boissel (07), 40 ; Mme G. Thomas (71), 100 ; Farvacque (59), 10 ; Divet (35), 100 ; Léger (74), 100 ; Lippe (Belgique), 100 ; Deruest (Belgique), 22 ; Serret (07), 13. — Total : 495.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris
Tél. : 607-02-06

Abonnements : 6 mois : 30 F — 1 an : 60 F.
Autres pays : 6 mois : 35 F.

PERMANENCES :
le lundi de 14 h 30 à 16 h 30,
les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,
le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h .

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.